

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte Saint-Martin)

En sens inverse

Aujourd'hui
les travailleurs
vont de la nation
à la bastille ...

Le virus politique empoisonne les travailleurs

Le Palais-Bourbon rouvre aujourd'hui ses portes. Sans doute allons-nous assister à un curieux renversement de majorité. Et Daladier, qui fut un des parangons du Front populaire, trouvera probablement sur les bancs de la droite les voix qui lui font défaut à gauche.

Ce fait pour nous n'a d'ailleurs qu'une importance extrêmement mince. Il y a longtemps que nous avons appris que les destins de la classe ouvrière ne se jouaient pas sur les tréteaux vermoulus de la Chambre. La fiction parlementaire n'a une apparence de réalité que dans les périodes où les antagonismes sociaux ne prennent pas un caractère d'acuité trop poussé.

Vient les périodes de bouleversement social, et la fiction s'écroule. Le Front populaire n'a été qu'une expérience de plus, s'ajoutant à d'autres, qui ont mis en évidence cette vérité indiscutable : en régime capitaliste on ne peut gouverner que contre les masses.

Daladier l'a bien compris qui s'achemine sur la voie de la dictature « républicaine ».

Son régime de violence et de brutalité anti-ouvrière a toutes les caractéristiques des pires gouvernements de réaction : poursuites, emprisonnement des militants ouvriers, suspensions, révocations innombrables de ceux qui ont écouté la voix de leur classe plutôt que celle de l'Etat bourgeois.

Que demain un gouvernement de gauche se substitue à celui de Daladier, il se trouvera devant les mêmes difficultés qui assaillent aujourd'hui les ministres de Daladier. Le poids des armements sera aussi pesant, le déficit creusera un vide aussi béant dans le budget. L'impôt sera aussi oppressif et la répression, pour être efficace, devra se faire aussi dure.

Il faut donc ruiner dans l'esprit des ouvriers cette croyance qu'une solution peut être trouvée au problème social en régime capitaliste. C'est pourquoi nous sommes des révolutionnaires, d'ailleurs.

Certes, notre propagande se heurte à de lourdes difficultés et aussi à l'inertie collective. Cependant, sous la pression des faits, les ouvriers se rendent compte peu à peu que la lutte sociale est dure et réclame une énergie constante et virile. C'est, sur le plan collectif, un aspect de la lutte pour la vie. On n'obtient de son adversaire que ce que l'on est assez fort pour lui arracher.

Ne craignons pas de répéter que seule l'action est féconde. Sans l'action des grèves de juin, les travailleurs en seraient encore à attendre le commencement de réalisation des promesses électorales.

Mais l'action de la classe ouvrière doit être autonome. Si des influences politiques interviennent pour la défigurer, elle est vouée à l'échec. Nous en avons fait la triste expérience la semaine passée.

La lutte contre les décrets-lois s'est exercée dans un cadre de lutte contre le capitalisme. Et finalement c'est le gouver-

nement, au service du capitalisme, qui l'a emporté.

Daladier a fait donner à fond tout l'appareil coercitif de l'Etat. Il serait surprenant que les dirigeants syndicalistes et politiques qui connaissent ou devraient connaître aussi bien, sinon mieux, que nous ces faits, aient pu se tromper à ce point dans leurs plans stratégiques de la grève, si l'on ne savait, comme nous le disions la semaine passée, qu'une longue séparation de la masse même des travailleurs a fini par leur

LE VOYAGE DE RIBBENTROP

Ribbentrop, le ministre des Affaires Etrangères du III^e Reich, est à Paris. Ce voyage est la continuation de la politique inaugurée à Munich. Marque-t-il un changement complet dans la politique traditionnelle de l'Europe ? La vieille rivalité France-Allemagne va-t-elle disparaître, du fait de la garantie donnée par Hitler qu'aucune revendication territoriale n'oppose plus ces deux pays ? Il est vrai que l'Allemagne ne parle que des frontières qui sont communes aux deux pays, autrement dit que le problème colonial reste entier. Il est encore trop tôt pour dire ce que nous réserve cet accord.

Les signataires eux-mêmes, semblent assez inquiets, ils s'observent. Il est certain que si nos diplomates étaient assurés qu'Hitler est sincère dans cette politique, ils s'y engageraient avec joie. Ils laisseraient l'Allemagne poursuivre sa route vers l'Est, si cette dernière leur donne des garanties du côté de l'Espagne et de la Méditerranée. Mais du rêve à la réalité, il y a



VON RIBBENTROP

loin. Peut-être qu'avant peu, brutalement, le bruit des canons rétablira la politique traditionnelle européenne.

Cette situation nouvelle va sans doute permettre aux grands hommes de la politique de faire de la haute stratégie. Partisans et adversaires du pacte franco-allemand vont s'affronter. Nous tenons à dire pour notre part qu'au Libertaire nous préférons les moments où les ministres signent leurs pactes aux moments où ils les déchirent, c'est moins coûteux pour le prolétariat. Mais nous refusons de prendre parti dans les querelles diplomatiques. Elles ne visent qu'à maintenir la suprématie des maîtres du régime et, de ce fait, les prolétaires n'ont pas à se disputer pour elles. Les querelles des impérialismes ne sont pas nôtres.

Nous ne cessons de répéter que la paix sera toujours menacée tant que les pactes de non-agression ne seront pas l'œuvre des prolétaires de tous les pays.

faire perdre les notions élémentaires de la conscience de classe. Ils discutaient au lieu d'agir et négociaient avec un adversaire qui ne voulait pas de négociation.

D'autres, pour des fins politiques, déclenchent des mouvements artificiels et inopportuns utilisant honteusement la colère ouvrière contre les décrets-lois pour les buts de la politique étrangère de Staline. Pour ces pseudo-défenseurs du prolétariat, celui-ci est un cobaye qui doit se prêter à tous les virus.

Sous une forme ou sous une autre, avec les uns ou avec les autres, c'est toujours le virus politique. Il empoisonne les travailleurs, annihile leur combativité et détourne leur action de ses buts propres.

Nous, anarchistes, nous ne disons pas aux travailleurs : venez chez nous, vous aurez la lune.

Nous leur disons : si vous voulez travailler à votre libération, si vous voulez changer votre sort, si vous voulez cesser d'être les victimes d'un ordre social basé sur l'oppression et l'exploitation, ne comptez que sur vous-mêmes, que sur votre action, sur votre conscience.



Le Front révolutionnaire ne peut être qu'une conception de classe

L'échec de la grève générale du 30 novembre et la répression qui l'a suivie organisée par un des partis composant le Front populaire ont marqué la fin de ce dernier. Cela est si vrai que les communistes eux-mêmes n'ont plus osé affirmer que le Front populaire continue. La désillusion qui ne manquera pas de gagner les masses ouvrières ne pourra être enrégimentée que si, rapidement, les organisations révolutionnaires savent ressaisir les travailleurs en substituant à cette formation décevante une formation de combat, capable de retremper leur énergie. Le Front populaire est mort, place maintenant au Front révolutionnaire.

Mais pour que ce dernier puisse jouer son rôle, il doit éviter les fautes, les erreurs

qui ont déterminé la faillite du grand rassemblement de juillet 35. Ce dernier était avant tout une formation électorale, qui fut surtout bien accueillie par les élus et candidats qui voyaient ainsi leur élection assurée. Pour le parti communiste, cela représentait une force puissante au service de la politique guerrière de l'U.R.S.S. Ce mouvement était donc condamné au départ, vu les buts différents que lui assignaient ses composants. Pourtant, aurait-il été composé d'hommes, honnêtes, voulant sincèrement l'application intégrale du mirifique programme de mai 36, qu'il eût fait faillite de la même façon.

L'erreur fondamentale est d'avoir voulu associer les classes moyennes au prolétariat. (Voir la suite en 3^e page.)

L'AXE A L'EPREUVE

Il a tiré de grands avantages : elle est dans le désintéressement de la France en ce qui concerne l'action de l'Allemagne en Europe Centrale et dans l'adoption d'une politique qui, normalement, doit aboutir à la liquidation du pacte franco-soviétique. L'Italie n'ignore rien de ces tractations et elle s'en inquiète légitimement. Elle constate, avec quelque amertume, que la politique de l'axe a surtout servi les intérêts de l'Allemagne qui, après l'Anschluss, et en dépit de communes aspirations idéologiques, constitue une voisine extrêmement dangereuse et, prodigieusement agressive. Ainsi, tout espoir de pénétrer en Europe Centrale étant désormais évanoui, l'Italie s'est tout naturellement tournée vers la mer et elle entend réussir dans ce domaine les mêmes conquêtes que l'Allemagne sur le continent.

Il est peu probable que Mussolini et son gendre songent sérieusement à s'emparer de la Corse ou de la Savoie, voire même à envahir la Tunisie. Ces opérations sont, en effet, plus dangereuses que la conquête abyssine. Cependant, et sans que des objectifs fixes aient été formulés, en admettant même des possibilités de compensation, soit en Afrique, soit en Espagne, le gouvernement italien entend tirer le maximum d'avantages de la situation présente. Il sait, en effet, que de telles revendications qui sont encore possibles aujourd'hui ne le seront plus demain quand l'Angleterre et la France auront parfait leur armement aérien et naval et pourront lui opposer un veto catégorique.

Cependant, une condition préalable doit être remplie pour assurer un plein succès à cette opération : il faut que Rome obtienne l'appui de Berlin. On feint en Italie de n'en pas douter au nom de la

tations et inculpations avait fait, au moment de la grève, diriger sur Fresnes un grand nombre de détenus de la Santé pour faire de la place aux futurs prisonniers ! Nous ne craignons sur ce point aucun démenti.

On ne saurait mieux prouver ainsi les intentions brutales de ce piteux César républicain.

Pendant ce temps il libère d'ailleurs les cagoullards et mérite de ce fait les encouragements de toute la racaille fasciste et réactionnaire. L'homme dont LE TEMPS refusait en 1935 d'imprimer le nom se voit aujourd'hui approuvé sentencieusement par le journal du Comité des Forges.

On lui a pardonné ses « erreurs » passées, maintenant qu'on voit qu'il peut tout comme un autre se faire le vigilant chien de garde de la bourgeoisie.

Mais pendant que les chambres correctionnelles condamnent à tour de bras les grévistes, la répression contre les pacifistes ne chôme pas non plus. Nous apprenons que l'incisif pamphlétaire qu'est Henri Jeanson est poursuivi pour avoir osé attenter à la majesté ministérielle de Sarraut en dénonçant dans le journal de la S. I. A. de sa plume vengeresse les odieux décrets contre les étrangers et pour avoir pris la défense du malheureux petit Grynspan.

D'autre part, les différentes poursuites engagées contre la S. I. A. et le LIBERTAIRE, à l'occasion de la lutte contre la guerre, arrivent à leur terme. LEGRAIN, FAUCIER et VINTRIGNER passeront lundi devant la XII^e chambre correctionnelle pour y répondre de provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste. Il s'agit, on s'en souvient, de l'article que publièrent nos amis dans la page de la S. I. A., intitulé : « SANS FORFANTERIE, PARCE QU'IL LE FAUT » paru dans le numéro du 15 septembre.

Enfin pour le même « crime » passeront le même jour, à la même chambre, nos camarades FREMONT, SCHECK, ANDER et VINTRIGNER, notre gérant, pour deux tracts : « TRAVAILLEURS, REFUSEZ-VOUS AU MASSACRE » et « TRAVAILLEURS, N'ACCEPTEZ PAS CETTE GUERRE », ainsi que pour différents articles ou manchettes.

Nous en aurons provisoirement terminé avec cette liste en rappelant que c'est demain vendredi que passe au tribunal de Pontoise notre bon camarade SAIL MOHAMMED lui aussi poursuivi pour agitation contre la guerre.

Les anarchistes, on le voit, sont plutôt servis par la justice de M. Daladier. Ces poursuites, loin de nous décourager, nous incitent au contraire à poursuivre plus vigoureusement que jamais la lutte contre le pseudo pacifisme ramené de Munich par Daladier, persécuteur des antimilitaristes et internationalistes, pourchasseurs des ouvriers luttant pour leur pain, et PREMIER GEOLIER DE FRANCE.

réciprocité des intérêts et de la communauté d'idéal des partenaires de l'axe. Mais les faits sont plus probants que les sentiments. Il n'est que de lire la presse allemande pour se rendre compte du peu d'empressement qu'elle met à soutenir les revendications italiennes. Mieux : un journal allemand, le *Berliner Tageblatt*, va, nous dit une dépêche, jusqu'à déplorer l'attitude des députés italiens. Sans vouloir grossir l'importance d'un tel symptôme, nous sommes en droit de dire que la politique italo-allemande n'a pas cette unité que lui prête M. Harmel dans le *Peuple*.

Qu'on nous entende bien cependant. La constatation d'un tel désaccord n'implique pas que nous fondions sur lui nos espoirs, ni que nous approuvions la politique extérieure du gouvernement français. Nous affirmons seulement, parce qu'il nous sommes libres d'exprimer notre sentiment, qu'entre une politique de négociations ou d'accords formels plus ou moins mêlée de machiavélisme et une politique de rupture ou d'intimidation, nous choisissons la première qui a tout au moins l'avantage d'ajourner la guerre. Et nous tenons cet ajournement pour précieux. A une condition toutefois : c'est que la classe ouvrière utilise ces délais pour imposer sa propre politique internationale.

Nous n'avons jamais varié sur ce point. Les travailleurs de ce pays ne veulent pas devenir, selon l'expression de Serret, au Congrès confédéral des Sénégalais de Staline. Et il n'est pas interdit de penser que l'échec de la grève générale du 30 novembre s'explique en partie par le sentiment que d'aucuns pouvaient avoir qu'on voulait leur faire jouer ce rôle.

Mais il va sans dire qu'ils n'entendent pas davantage devenir les Sénégalais de M. Chamberlain. LASHORTES.

La grande fête du "lib" a lieu le 16

Voyez le programme en deuxième page.

UNION ANARCHISTE — FEDERATION PARISIENNE

Assemblée Générale des adhérents de la Région Parisienne

SAMEDI 10 DECEMBRE, A 20 H. 30, SALLE DUPETIT-THOUARS

(Métro : République)

Ordre du jour : La situation actuelle ; les dangers de guerre ; le rôle des anarchistes dans la situation présente. — Rapporteur : Frémont.

Devant la gravité actuelle des événements, chaque camarade adhérent à l'Union Anarchiste comprendra qu'il est de son devoir d'être présent.

Ce que sera notre fête

C'est le vendredi 16 décembre, en soirée, au Moulin de la Galette, que se tiendra la grande fête d'hiver du LIBERTAIRE. Venant après le succès remporté par nos différentes manifestations, et dans une période particulièrement critique, où nos idées ont reçu la confirmation des faits, elle doit en elle-même constituer une manifestation de force, démontrer la vitalité de notre organisation.

Pour en assurer le succès, nous avons tenu à établir un programme de choix, susceptible de donner satisfaction aux plus exigeants. Nos amis pourront s'en rendre compte, par le programme que nous publions par ailleurs. Ce programme sera complété la semaine prochaine.

Et ce n'est pas tout !... Nous avons réservé une bonne surprise à tous nos amis. Au cours de cette fête, une tombola sera tirée au bénéfice exclusif du LIBERTAIRE. Il y aura un prix unique, mais qui est vraiment unique. Notre bon camarade Barla, ce grand artiste méconnu, dont notre ami Paterni donne par ailleurs un exposé de l'œuvre admirable, s'offre à faire au gagnant un portrait. Identique à celui de notre camarade Sébast, c'est-à-dire de 45 cm. sur 35 cm. La valeur de cette œuvre est inestimable. Le bénéfice de cette fête est nécessaire à notre organe pour pouvoir continuer son bon combat. Il le doit surtout dans la période de réaction et de déroute du Front Populaire que nous traversons.

Tous nos camarades, tous les lecteurs du LIBERTAIRE, tous nos amis, auront à cœur d'être à notre fête du 16 décembre, ils y viendront pour courir leur chance, pour gagner le superbe portrait de notre ami Barla, pour passer une bonne soirée au milieu de la grande famille anarchiste, pour, enfin, apporter une aide efficace à notre LIBERTAIRE.

TOUS, LE VENDREDI 16, AU MOULIN DE LA GALETTE.

Elle sera
un succès

la fête du "lib"

EN VOICI LE PROGRAMME :

Charles D'AVRAY
Pierre D'ARRAGON
Jean GODIN
Jacques MARTEL
Paule SANDRA
STELLO
VALLEVERDA
Eugène WYLL
CHARLESKY
Colette BETTY
et le
TRIO VOCAL

Elle aura lieu au
Moulin de la Galette
VENDREDI 16
DÉCEMBRE, à 20 h. 30

Prix d'Entrée : 7 Fr.
CHOMEURS ET ENFANTS : 3 FR. 50
PRENEZ D'AVANCE VOS CARTES
AU "LIBERTAIRE"

**Aujourd'hui
réclamez**

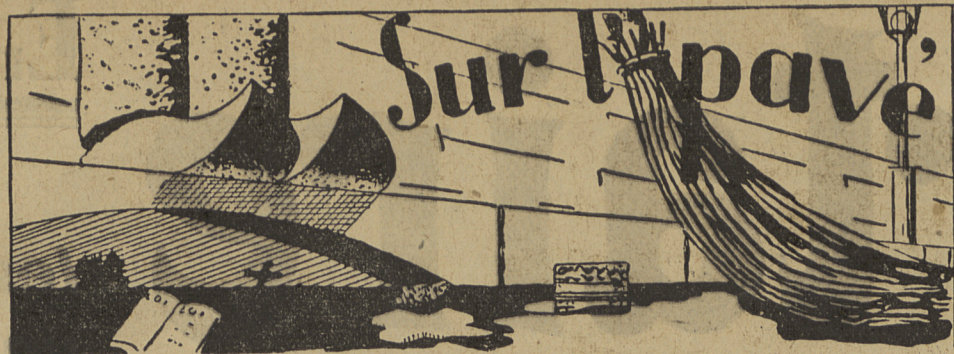
le numéro de
"S.I.A."

(Dans tous les kiosques 0 fr. 75)

**A NOS CORRESPONDANTS
ET COLLABORATEURS**

En raison des événements, nous avons reçu, cette semaine, un grand nombre d'articles que nous nous excusons de ne pouvoir publier, en raison de l'insuffisance de notre format et de nos pages.

Cependant, nous remercions nos correspondants de l'intérêt qu'ils portent à leur journal, et nous leur rappelons que le LIBERTAIRE tire toujours grand profit des informations qui lui parviennent.



PROPOS D'UN PARIA

De plus en plus fort

Le parti fasciste italien vient — si nous en croyons une information de presse — d'organiser une exposition qui a pour but de mettre fin à toute une série de coutumes « bourgeoises ».

Dans la liste de ces travers « bourgeoises », nous relevons : les conférences, les jeux de société, la poignée de mains, le réveillon et... la pitié pour les Juifs.

Il y en a d'autres, du même acabit et qui visent d'autres usages périmés qu'une nation fasciste ne peut tolérer.

Il est évident que la poignée de mains n'est pas toujours l'expression des sentiments cordiaux qu'elle est censée représenter et qu'il nous arrive parfois de serrer — par lâcheté — la main de gens qu'on exécute profondément. Mais cela est une simple affaire individuelle, et que nous devons être seuls à régler.

En régime fasciste, rien n'est laissé à l'initiative personnelle.

Il ne faut pas désespérer de voir le Grand Conseil fasciste s'occuper le plus sérieusement du monde à réglementer les comportements intestinaux des millions de « pur sang » qui subissent ses extravagantes fantaisies.

On a peine à concevoir qu'il puisse exister, à l'époque de progrès scientifiques où nous vivons, des êtres qui se disent des hommes et qui se sont donné la mission de détruire dans l'homme tout ce qui, jusqu'à présent, caractérise l'humain.

Quand on évoque un pays comme l'Italie, on ne peut s'empêcher de penser à un troupeau d'automates que ferait agir une bande d'échappés du cabanon.

Aussi, et sans vouloir, bien entendu, entrer dans des considérations d'ordre politique, patriotique ou confessionnel, on peut bien admettre que certains s'insurgent à la pensée qu'ils pourraient un jour avoir à subir les lois d'imbéciles contraintes qui régissent les nations dites totalitaires.

Dans ce pays où nous jouissons encore, mal-

gré tout, d'un minimum de liberté, il convient plus que jamais de ne pas se laisser conduire par des subterfuges de politiciens à cette servitude — préférable sans doute à la mort physique — mais qui équivaut à la mort spirituelle, à la déchéance complète de la dignité humaine.

Cette dignité qui nous donne la force, le courage de vivre, la fierté de pouvoir se dire un homme libre parmi d'autres hommes libres.

Larue-Michel.

BURE ET LES PROVOCATEURS

On aura décidément tout vu. Voilà maintenant Buré qui vient à la rescousse de la C. G. T. à propos de la grève générale en insinuant que « tout s'est passé vraiment comme si, en décidant à Nantes la grève générale, la C. G. T. avait été victime d'agents provocateurs ».

C'est écrit en toutes lettres dans l'Ordre du 2 décembre. Que signifie cette insinuation ? Est-ce l'amorce d'une manœuvre, commandée par ailleurs, visant à détourner les responsabilités d'une grève torpillée, non par les « agents provocateurs » qui proposèrent la grève à Nantes, mais par l'indécision voulue du Bureau Confédéral et par les manœuvres des staliniens ? Mais, au fait, quand on se souvient des attaches de Buré avec la rue de Grenelle, on peut facilement déduire d'où elle vient, l'insinuation...

L'ORDRE « REPUBLICAIN »

Il est vrai qu'en matière d'agents provocateurs, Buré doit se connaître un peu... Son ancien patron Clemenceau tenta de ruiner avant guerre le prestige de la C. G. T. en se servant d'un provocateur, policier authentique, celui-là, du nom de Métivier. Le flic fut démasqué, mais il avait commis des ravages, et l'affaire de Vil-

leneuve-Saint-Georges en 1908 fut pour beaucoup due à la provocation policière. Clemenceau se faisait alors appeler le Premier Flic de France. Il faisait régner l'ordre. A coups de fusil. Cet ordre « républicain » dont nous parle Buré dans le même papier.

UN MARTINET D'HONNEUR ?

Notre camarade Loiseau, de Savigny-sur-Orge, nous transmet de la part de plusieurs copains révoqués les réflexions suivantes. Elles sont sévères, mais l'indignation des victimes de la « jaunisse » générale se comprend trop pour que M. Dubalai n'accueille pas ce martinet dans ses colonnes.

« Il faut appeler les choses par leur nom ; donc, par la frousse qu'a eue la classe ouvrière à l'occasion des affiches de réquisition, la grève générale a été un fiasco. Passons.

« Mais ce que nous demandons au Libertaire, c'est d'ouvrir une souscription, tout de suite, pour acheter un martinet d'honneur au citoyen Daladier, pour qu'il puisse fesser comme il convient toute cette foule de chasseurs qui a travaillé le 30 novembre 1938.

« Il est bien entendu que le reliquat des sommes reçues sera versé aux Espagnols, qui, eux, n'ont pas regardé à perdre leurs places comme nos fonctionnaires. »

JULES ROMAINS CANDIDAT A L'ACADEMIE ?

Dès qu'un individu quelconque menace d'assommer un certain nombre de ses concitoyens, il devient sympathique aux Immortels et peut briguer un siège à l'Académie. Ainsi Maurras. On conseille encore

aux candidats à l'habit vert un pèlerinage chez Franco, suivi d'éloges enthousiastes du boucher de Burgos et de récits « véridiques » parus dans la bonne presse sur les « atrocités » commises par les rouges en pays espagnol. Un autre moyen de se faire élire est de critiquer violemment les lois sociales. C'est ainsi que M. Duhamel assura son triomphe. Il semble que M. Jules Romains veuille suivre l'exemple du « pourfendeur des infirmières ». Il est venu l'autre jour devant le micro défendre les décrets-lois. Comme il est impossible que l'auteur de Donogoo soit assez stupide pour ne pas s'apercevoir du véritable caractère réactionnaire des mesures prises par le gouvernement, il faut bien croire qu'il est résolu à dépouiller le vieil homme de gauche pour asseoir confortablement ses fesses sous la Coupole.

GILLET... RAYE

Bunau-Varilla, le directeur du Matin, avait ses « employés », qualifiant ainsi de ce terme, auquel il prêtait un sens péjoratif, ses journalistes. M. Provoust, qui préside aux destinées de Paris-Soir, a, lui, ses académiciens. Ils sont plusieurs qui lui fournissent de la copie et qui écrivent leurs articles comme on fait reluire une paire de

souliers. Ainsi, le nommé Louis Gillet, qui, à propos de l'élection de Tharaud (Jérôme), en rappelant quelques souvenirs du temps où le récipiendaire avait du mal à placer sa copie, écrit :

« Ah ! si Paris-Soir avait existé à ce moment-là ! Mais il n'était pas inventé, et notre patron lui-même, comme dit la chanson, n'était pas né encore. »

L'académicien Gillet (rayé, bien entendu) a heureusement fini, lui aussi, par trouver son « patron ». Ah ! ces grands intellectuels, quels caractères, hein ! et quelle indépendance !

LA PROPRIETE AVANT TOUT

S'il est une survivance odieuse de l'ancien régime féodal, c'est bien l'entrave au droit de chasse. Que des gens, parce qu'ils en ont les moyens, s'arrogent un droit sur le gibier qui vole et qui

court librement, voilà qui dépasse l'entendement de tout bon paysan. Aussi chaque glorieux est-il plus ou moins braconnier à ses moments perdus, et, dans les campagnes, on n'aime guère les gardes-chasse.

L'autre jour, il en est arrivé une saumâtre au maire d'un petit patelin du Nord qui s'était embusqué dans les fourrés d'une chasse, sur laquelle il avait des « droits », dans l'intention bien arrêtée d'envoyer du plomb dans l'anatomie de certains bracos irrespectueux de sa propriété. Le malheur voulut qu'un des braconniers fût plus prompt que le chasseur de gibier humain, et ce fut le maire et non le braco qui alla à l'hôpital...

L'Huma, qui rapporte le fait dans son numéro du 21 novembre, adresse ses vœux de rapide guérison au blessé. Car nous avons oublié de vous dire que ce citoyen, si jaloux de ses droits de propriétaire, n'est autre que M. Lecco Joseph, maire communiste de Wallers (Nord) !

PAS DE JUIFS

Grand scandale dans les sphères ministérielles. Pour le dîner officiel, donné au Quai d'Orsay en l'honneur de von Ribbentrop, Jean Zay et Mandel, les Juifs du ministère, n'avaient pas été invités. Sans doute, avait-on arrangé les choses pour que nos Excellences juadiques ne soient pas trop choquées. Malgré tout, le fait était là, pas de Juifs chez Ribbentrop.

La protestation indignée du Populaire a eu d'heureux résultats, les « suspendus » ont été réintégrés. Ils participeront aux agapes du Quai d'Orsay.

Réjouissons-nous, que serions-nous devenus si la France avait subi un pareil outrage ! Le plus étonnant c'est qu'une telle décision ait pu être prise par Bonnet, car, enfin, est-il sûr que son appendice nasal n'ait pas outragé les regards de von Ribbentrop ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que son nez n'est pas dans la ligne. Et Sarraut dont la tête est en procès entre le pékinisme et l'orang-outang, était-il très qualifié pour assister à ce banquet sélectionné ? Il n'y manquait que Coering et Goebbels, et la fête aurait été complète. Car la pure race aryenne a des représentants qui sont vraiment tartes.

Monsieur Dubalai.

Ça coûte cher la propagande...

C'est la réflexion que se fait, comme un leitmotiv, notre administrateur chargé de parer à la bonne marche de notre barque.

Or, le LIBERTAIRE voguait sur une mer agitée et, de surcroît, parsemée de dangereux récifs.

Il y a, notamment, l'écueil hebdomadaire de l'imprimeur qui devient de plus en plus menaçant. Or, le LIBERTAIRE a de lourdes dettes. Cependant, le développement de la propagande, si étroitement lié au développement du journal, qui porte d'autant plus qu'il est plus complet, plus varié, plus vivant.

Ainsi, le numéro de la semaine dernière, à huit pages, qui a coïncidé avec le lendemain de la grève, a obtenu un très vif succès. Notre position, révolutionnaire sans démagogie, et catégoriquement ouvrière sans sectarisme, nous a valu de précieux encouragements, et notamment ceux du camarade Louzon, un syndicaliste du temps où la C. G. T. ne capitulait pas.

Nous avons reçu aussi un nombre inaccoutumé d'abonnements. Cela prouve que nous sommes compris et approuvés.

Mais, camarades, rappelez-vous sans cesse la réflexion de notre administrateur :

LA PROPAGANDE COUTE CHER

Aidez votre LIB. à triompher des difficultés, à faire face à ses engagements.

Aidez-le à franchir les passes difficiles.

ABONNEZ-VOUS !

REABONNEZ-VOUS !

SOUSCRIVEZ !

Abonnez-vous "AU LIBERTAIRE"

Camarades lecteurs, n'oubliez pas que l'abonnement est la ressource la plus stable de notre journal

Je m'abonne au LIBERTAIRE

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous

envoie le montant, soit francs,

à partir du

Signature :

FRANCE 52 N° 28 fr. 20 N° 14 fr.

ETRANGER 52 N° 36 fr. 20 N° 18 fr.

Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris, 33-27

(1) Biffer la mention inutile. (2) Ecrire lisiblement.

NOM (2) ADRESSE VILLE DEPARTEMENT

Maurice DOUTREAU

Une grève à Barcelone en 1910

Dans le dernier numéro de *Tierra y Libertad* qui nous parvient, nous trouvons un article qu'il nous paraît tout à fait opportun de traduire. Cet article relate une grève des camionneurs à Barcelone en 1910.

Il montre que le patronat résiste rarement aux méthodes d'action directe...

Après le soulèvement de juillet 1909, conséquence de l'invasion du Rif par l'armée d'Alphonse XIII, les autorités exercèrent contre le prolétariat catalan une répression des plus dures. Les syndicats furent complètement désorganisés, leurs dirigeants poursuivis, condamnés, emprisonnés et les militants les plus actifs du mouvement ouvrier se trouverent dispersés.

La bourgeoisie croyait avoir pleinement dominé le prolétariat; elle se croyait libérée du cauchemar des rébellions ouvrières qui provoquaient sa haine et lui enlevaient le sommeil.

Dans son aveugle égoïsme, elle crut que les circonstances étaient propices et décida de les utiliser pour satisfaire ses vengeances et arracher aux ouvriers les modestes avantages obtenus à la suite de mouvements antérieurs.

Et ceux qui firent preuve de plus d'empressement dans la répression furent les patrons des transports routiers.

Les ouvriers des transports travaillaient dans des conditions déplorables. La journée de travail était épuisante et abrutissante, pour une rémunération mesquine : les salaires ne dépassaient pas vingt-cinq pesetas par semaine.

Les camarades des transports, frappés dans la Société des Transports, réagirent contre cet état de choses, et grâce à une tenace et énergique action syndicale, ils purent améliorer leurs lamentables conditions de travail, réussissant, après une série de conflits au cours desquels ils firent usage des moyens les plus énergiques d'action directe, à réduire leur journée de travail, augmenter légèrement leur misérable salaire et obtenir le repos hebdomadaire.

Et ce fut à ces modestes améliorations que les patrons s'attaquèrent : profitant des répressions policières de juillet, ils tentèrent de revenir aux humiliantes conditions prévalables.

Cette prétention se heurta au refus de l'organisation syndicale. Au mois de mai 1910 éclata la grève qui devait durer onze semaines et se terminer par une éclatante victoire ouvrière.

Chez les patrons camionneurs, deux étaient de véritables puissances par l'importance de leurs écuries, le capital accumulé et les grandes influences dont ils disposaient.

Ces deux grands patrons, orgueilleux comme des seigneurs féodaux, étaient Ayxela d'abord et Calvet le second, surnommé « Canuto ». Étant intéressés dans le conflit, on pouvait escompter que celui-ci durerait longtemps, serait violent et de solution difficile. Or la grève de mai 1910 avait précisément pour adversaire l'un de ces deux patrons.

Étant donné les circonstances, ils crurent facile de dominer les gars de « l'Art roulant » ainsi qu'on les appelait plaisamment, habitués aux luttes syndicales.

Devant la résistance ouvrière, les patrons en appelèrent aux autorités qui ordonnèrent la fermeture des syndicats et l'emprisonnement des camarades composant le Comité de grève et de tous ceux inscrits aux dossiers de la police. Ces méthodes ne donnèrent aucun résultat.

Malgré la persécution policière et les arrestations opérées, les camionneurs ne relâchèrent pas leur activité et au milieu de tant de difficultés, ils réussirent à attirer à eux beaucoup des jeunes recrutés par les patrons, lesquels ne pouvaient normaliser le travail.

Les patrons, résolus à écraser les grévistes, recrutèrent quelques hommes de main et quand quelque gréviste ou commission de grévistes s'approchait d'un groupe de jaunes afin de les convaincre d'abandonner le travail, ils étaient reçus à coups de revolver.

Les camionneurs avaient du cran; ils acceptèrent le combat, y répondant de la même manière; c'est ainsi que de nombreuses batailles eurent lieu dans les rues de Barcelone tant que dura la grève.

« Canuto », le patron, commentant aux heures des repas ces luttes et les victimes qu'elles occasionnaient, disait :

— Vous savez, Un Tel ? Il ne reviendra plus au travail. Tel autre non plus.

— Pourquoi ? lui demandait-on ils l'ont quitté ? Les grévistes les ont convaincus d'abandonner le travail ?

— Non, Un Tel est blessé, à l'hôpital. Tel autre est mort. C'est pourquoi j'ai dit qu'ils ne reviendront pas travailler.

Ces dialogues se répétaient souvent. Ce « Canuto » avait une servante qui était aux conversations.

Il se mit en rapport avec le Comité de grève qui sur la suggestion d'un camarade, changea alors de tactique et décida d'employer d'autres moyens plus efficaces.

Et un jour, on trouva morts dans leurs écuries un certain nombre de chevaux.

Cela les alarma énormément, d'autant plus que ça se répétait.

Ils prirent toutes les mesures possibles, mais les pertes dans leurs écuries continuaient.

Quand la « peste » suspecte qui décimait les écuries patronales atteignit le chiffre de trois cents, les patrons sentirent passer le vent de la panique et abandonnèrent la lutte.

Les ouvriers purent reprendre le travail aux conditions premières. Grâce à l'action directe, ils avaient vaincu.

(D'après *Tierra y Libertad* du 19 novembre 1933.)

voluer. Les camionneurs avaient du cran; ils acceptèrent le combat, y répondant de la même manière; c'est ainsi que de nombreuses batailles eurent lieu dans les rues de Barcelone tant que dura la grève.

« Canuto », le patron, commentant aux heures des repas ces luttes et les victimes qu'elles occasionnaient, disait :

— Vous savez, Un Tel ? Il ne reviendra plus au travail. Tel autre non plus.

— Pourquoi ? lui demandait-on ils l'ont quitté ? Les grévistes les ont convaincus d'abandonner le travail ?

— Non, Un Tel est blessé, à l'hôpital. Tel autre est mort. C'est pourquoi j'ai dit qu'ils ne reviendront pas travailler.

Ces dialogues se répétaient souvent. Ce « Canuto » avait une servante qui était aux conversations.

Il se mit en rapport avec le Comité de grève qui sur la suggestion d'un camarade, changea alors de tactique et décida d'employer d'autres moyens plus efficaces.

Et un jour, on trouva morts dans leurs écuries un certain nombre de chevaux.

Cela les alarma énormément, d'autant plus que ça se répétait.

Ils prirent toutes les mesures possibles, mais les pertes dans leurs écuries continuaient.

Quand la « peste » suspecte qui décimait les écuries patronales atteignit le chiffre de trois cents, les patrons sentirent passer le vent de la panique et abandonnèrent la lutte.

Les ouvriers purent reprendre le travail aux conditions premières. Grâce à l'action directe, ils avaient vaincu.

(D'après *Tierra y Libertad* du 19 novembre 1933.)

En premières lignes

par GALLO



BARTA

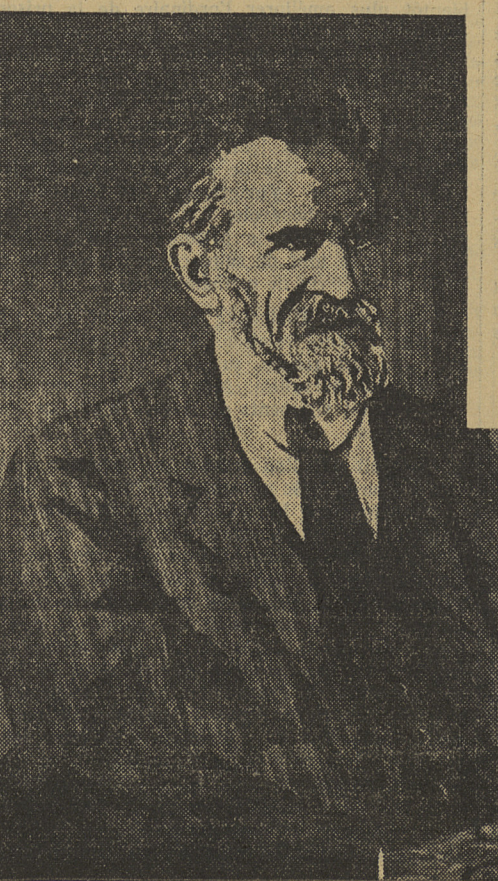
J'avais admiré au Lib le premier tableau que je voyais de lui, le portrait de Malatesta, quand j'appris par un camarade que ce n'était pas de la peinture et que ces contours, ces coloris, ces demi-teintes, ces ombres n'étaient pas dus à un pinceau mais à un assemblage de menus morceaux de bois, d'essences diverses et de couleurs naturelles.

Stupéfait, je donnai libre cours à mon admiration, et chaque fois que je venais au Lib, la renouvelais devant nos camarades. Or, il était là, présent à mon enthousiasme, lui, l'auteur, et il ne se nommait point !

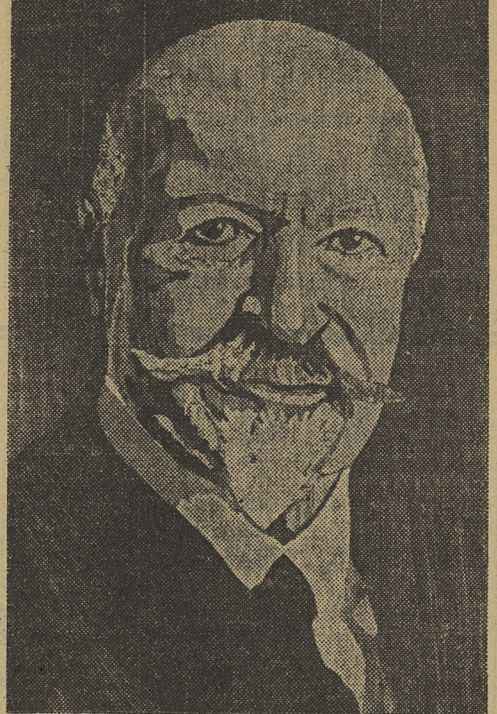
Ca, c'est tout Barta, c'est l'homme dans toute sa modestie. Voyons maintenant l'artiste.

Comment voulez-vous qu'il soit « connu » ? Comment voulez-vous que les mercantis de l'Art, ceux de la rue La Boétie et d'ailleurs le découvrent, puisqu'ils ne découvrent, en fait d'inconnus, que ceux qui fréquentent les chapelles de Montmartre ou de Montparnasse ? Chapelles de snobs ou chapelles misérables, soit ! Mais enfin, chapelles quand même, où chacun s'épaulait sur son voisin et se fait ensuite gloire, quand celui-ci le dépasse, de l'avoir lancé !

A plus forte raison, Barta demeure-t-il ignoré des pontifes des salons officiels, des juristes de la peinture et de la sculpture, des experts en beauté qui jugent sans appel, et dont la sottise n'apparaît qu'à la faveur d'un événement plein d'humour comme la tiare de Saitapharnès ou Vénus aux Raves, ce chef-d'œuvre de Phidias (cinq cents ans avant J.-C.), récemment découvert et dû au moderne ciseau d'un jeune artiste italien qui se porte comme vous et moi.



Mais Barta n'aurait même pas eu, s'il l'avait voulu, la faveur de faire passer ses créations pour des œuvres antiques, ou seulement anciennes.



nes, et de se faire ainsi décerner un brevet de génie. Car, dans le passé, pas plus que dans le présent, rien ne peut être comparé aux œuvres de Barta, à la création de l'artiste, à ses procédés d'artisan. En effet, lorsqu'on considère ces infimes parcelles de bois agglomérées les unes aux autres, celles-ci faisant jaillir le regard d'une prunelle, celles-là l'expression d'une main, le pli douloureux d'une bouche, cette autre les rides d'un front, lorsqu'on examine de très près les admirables portraits de Louise Michel, de

Les trois portraits de Barta que nous reproduisons partiellement ci-contre représentent : EN HAUT : Sébastien Faure ; EN BAS, A GAUCHE : Errico Malatesta ; A DROITE, Nestor Makhno.

Le Front Révolutionnaire ne peut être qu'une conception de classe

(Suite de la 1^{re} page)

Ce programme magnifique, qui avait demandé aux techniciens des différents partis six mois d'études, établi pour contenir tout le monde, devait fatalement ne contenir personne.

L'opposition des classes devait surgir et ne pas tarder à rompre la belle harmonie. Les grèves de juin, l'occupation des usines qui menaçait le sacro-saint principe de la propriété privée, devaient accentuer la haine de la moyenne bourgeoisie contre le prolétariat. Trop lâche pour se prononcer quand ce dernier était victorieux, elle devait attendre son heure et agir alors, se faisant l'exécuteur des basses œuvres des magnats de l'industrie et de la finance, des 200 familles tant vitupérées. Et les manifestants de la Bastille à la Nation, après avoir tant crié « Daladier au pouvoir », le possédèrent maintenant, tantôt déguisé en garde mobile, tantôt en gendarme.

Tout ceci ne pouvait surprendre un esprit averti. Le monde capitaliste se trouve plongé dans une crise économique et financière dont il ne peut sortir. La responsabilité n'en incombe pas aux hommes qui se sont succédé au pouvoir, mais à un état de fait créé par le grand progrès industriel.

Les moyens de production se sont développés d'une façon telle qu'ils dépassent les possibilités de consommation. L'économie ne doit plus être laissée libre, elle doit être dirigée. Le vieux principe capitaliste de la libre concurrence, du libéralisme économique, facteur déterminant du libéralisme politique, est un principe mort, tué par l'essor actuel du machinisme. Et toutes les tentatives qui pourront être faites pour

le faire renaitre sont vouées à l'échec. Les milliards engloutis en pure perte, dans tous les pays, pour la défense nationale, ne permettent pas de recréer une période de prospérité. Le régime capitaliste est définitivement condamné. Il poursuit sa course à la guerre, à la ruine.

Nous sommes à un de ces tournants de l'Histoire que représente toujours la fin d'un monde périmé. Ou le prolétariat prendra la route de la révolution, ou nous subirons le fascisme.

Plusieurs devant ces faits, les hommes du Front populaire se sont racrochés et se racrochent encore à ce vieux monde qui se meurt. Au moment où le prolétariat est appelé à jouer son rôle historique, c'est-à-dire à s'emparer des moyens de production et d'échange, et de substituer à l'économie capitaliste une économie nouvelle assurant à tous le bien-être et la liberté, le Front populaire a placé la classe ouvrière à la remorque des classes moyennes. Et cela, sous le faux prétexte que ces dernières ne prennent pas la route du fascisme.

Les événements actuels prouvent que nos stratèges avaient vu « juste ». Comme toujours, ils ont conduit les travailleurs à la défaite.

La situation est révolutionnaire. Une formation nouvelle qui se constituerait et qui ne tiendrait pas compte de cela serait vouée à l'échec. Le Front révolutionnaire ne peut donc se donner qu'un seul but : la destruction du régime actuel.

Dans les circonstances présentes, ce but ne peut être atteint qu'en travaillant à ressaisir, regrouper les travailleurs désillusionnés par le Front populaire. Une conquête rapide des masses doit s'accomplir. Mais cela est possible, non pas en rééditant une nouvelle combinaison électorale, un Front populaire n° 2, aussi décevant que le premier, mais en constituant un front de combat, de lutte, qui, par son action, son activité, redonnerait aux travailleurs la confiance en eux. Cette formation sera essentiellement prolétarienne et de lutte de classes. Éloignant d'elle tous les petits marchandages électoraux, ce qui ne veut pas dire que tous les partis la constituant devront renoncer à l'électoratisme — se présentant devant les travailleurs, réellement comme une force neuve, n'ayant qu'un but : leur émancipation intégrale.

Les accords seront circonstanciels et sur des buts nettement définis, sur lesquels les partis contractants seront tous d'accord. Autrement dit, ne pas chercher l'union, comme cela s'est trop souvent fait, sur des divergences doctrinales.

Ce qui permet peut-être de très beaux débats académiques, mais voue la tentative de front unique à l'impuissance totale. Chaque organisation gardant son autonomie d'action complète en dehors des points d'accords, ces accords ne peuvent être que des formules simples, ne prêtant à aucune équivoque, qu'il appartiendra aux partis contractants de déterminer.

Cette formation révolutionnaire est indispensable, si l'on ne veut pas connaître le fascisme et la guerre et, comme toute nécessité historique, elle doit être.

R. FREMONT.

La propagande anarchiste par la parole

Dans notre dernier appel, nous exposions combien la propagande par la parole contait à nos modestes ressources. Nous indiquions tous les frais que comporte cette agitation, pourtant indispensable, à l'aide des réunions publiques et des conférences en province, plus que la région parisienne, a besoin d'être sillonnée par nos orateurs. Nous faisons, avec notre ami Sébastien Faure, un pressant appel à tous ceux qui, comprenant nos efforts en vue de la libération des hommes, étaient disposés à nous aider pécuniairement. Cet appel nous sommes dans l'obligation de le refaire aujourd'hui. Nous voudrions, avant, faire comprendre à tous combien il nous coûte d'être dans l'obligation, chaque semaine, de répéter les mêmes phrases et les mêmes formules pour cesser à entreprendre sérieusement une propagande et une agitation que tous jugent indispensable et immédiate. Quoi, n'y aurait-il pas dans le mouvement anarchiste, où pourtant les bonnes volontés ne font pas défaut, une poignée de camarades décidés à sacrifier mensuellement une petite parcelle de leur budget ? Nous pensons au contraire que ces camarades sont prêts à nous venir en aide et que s'ils ne répondent pas plus nombreux à nos appels c'est pure négligence de leur part. Mais cette négligence n'est pas excusable, les événements vont plus vite que nous et cette condamnable négligence risque de nous laisser devancer par la guerre, si ce n'est par le fascisme qui commence à se faire sentir en France. Tous vous nous comprendrez en versant immédiatement à notre souscription et le bilan général que nous donnerons en fin d'année sera supérieur à nos espoirs. D'autre part, comme nous l'annoncions, nous avons édité une carte de soutien. Ces cartes, dont le prix est de 5 fr., 10 fr. et 20 fr., tous les groupes les ont en leur possession. Activement elles vont être placées et le montant viendra grossir notre caisse et étendre notre rayonnement.

A. BARZANGETTE.

LISTE DU 14 NOVEMBRE AU 30 NOVEMBRE

Dupré 25, Loyot 50, Journet 22, Groupe de Savigny 50, Anonyme 100, Groupe de Clichy 35, Benoit Perrier 100, Charvalange 50, Dupré 25.
Total de cette 5^e listeFr. 457
Total des 4 précédentes listes 4.120
Total général au 30 novembre 4.577
Adresser les souscriptions, les commandes de cartes et tous les fonds pour la propagande anarchiste par la parole à André Barzangette, 9, rue de Bondy, Paris (10^e).
Compte Chèque Postal Barzangette 2272, 07 Paris.

L'expulsion du cardinal Segura

Le *Manchester Guardian* a publié une nouvelle suivant laquelle le cardinal Segura vient d'être expulsé de la zone factieuse à la suite d'un discours prononcé à Séville contre les phalangistes et les Allemands.

L'on dit qu'il s'élève contre les éléments dirigeants, craignant qu'il n'arrive à l'église catholique espagnole la même chose qu'à celle de Vienne.

Il eut 48 heures pour abandonner le territoire et se trouve actuellement à Rome.

Que de souvenirs nous reviennent ! Segura était un curé vulgaire et cruel, de ceux qui furent si nombreux en Espagne, dont le fanatisme et l'orgueil les poussaient aux entreprises les plus scabreuses.

On ignore les raisons pour lesquelles Alphonse XIII le nomma évêque, arrivant en peu de temps, avec la protection de la couronne, à être primate de Tolède.

An début de mai 1931, conspirant contre la République et à la suite d'un manifeste, Segura fut expulsé avec toutes sortes d'exécuses, et très confortablement, par les shires qui l'accompagnaient à Hendaye. Il est vrai que ce manifeste avait eu pour résultat de provoquer dans le peuple une telle indignation que quelques dizaines d'églises et de couvents avaient brûlé, sans oublier quelques beaux bâtiments appartenant aux Jésuites. Quelle mansuétude des républicains d'alors vis-à-vis de ce bel échantillon de la pourriture cléricale.

Et pour suivre sa carrière, ce sombre Torquemada put conspirer tranquillement à son aise à l'abri des murs du Vatican et se ranger aux côtés de Franco. Il est un peu désabusé de son idole, et dégoûté des Allemands.

Dans la zone franquiste où la torture et l'exécution sont choses courantes, on eût pu, peut-être, expérimenter les réactions de M. le cardinal... avant qu'il ne monte au ciel !

Le Meeting de la S. I. A.

La Solidarité Internationale organisait vendredi soir un grand meeting à la Mutualité pour protester contre les décrets odieux du gouvernement et demander que l'on cesse d'affamer le peuple espagnol. Tour à tour Jean Mathé, Chazoff, Félicien Challaye, Marceau Pivert, Henry Torrès, Marcelle Capy, prirent la parole et défilèrent l'ignominieuse politique suivie par le ministère actuel qui aggrave les mesures antiouvrières de ses prédécesseurs.

Jean Mathé, qui intervint le premier, dénonça les menées gouvernementales pour faire échouer la grève et brimer les travailleurs. Il appela le peuple de France à manifester sa solidarité envers les travailleurs espagnols. On a pu discuter l'opportunité d'envoyer des armes, l'envoi de vivres ne supporte aucune discussion.

Chazoff montra l'hypocrisie des socialistes qui le soir même tenaient un autre meeting au Vélodrome d'Hiver pour protester eux aussi contre un gouvernement qu'ils ont jusqu'ici soutenu de leurs votes. Les Jacobins, dit-il, dont se réclame M. Daladier, ne réquisitionnaient pas le travail mais la propriété. Parlant des réfugiés que l'on expulse et des Juifs que l'on refuse, il s'écria : « Lorsque une C. G. T. compte 5 millions d'adhérents, il n'est pas possible que le peuple du travail n'arrive pas à faire rapporter les décrets-lois monstrueux qui obligent les misérables victimes du fascisme à retomber sous la griffe de leur bourreau. »

Félicien Challaye expliqua que le sort fait aux étrangers n'est pas différent de celui que l'on impose aux indigènes, soumis à l'arbitraire policier. Il sera désormais impossible aux proscrits de venir en France et les rares qui pourront s'y réfugier devront pour circuler dans notre pays signaler à la police tous leurs déplacements. On établira pour eux des zones de résidence et de surveillance spéciale. On les obligera à financer le barrage qui s'opposera à l'entrée d'autres proscrits. On créera pour eux des règles spéciales de mariage. On veut ainsi obtenir comme en Allemagne un sous-prolétariat, une main-d'œuvre à bon marché dont on se servira pour limiter les revendications de la classe ouvrière. Nous ne devons pas nous laisser imposer ces décrets-lois. Rien ne les justifie, rien les explique. Ils sont illégaux, ils sont la pire des régressions. Depuis la plus lointaine antiquité le droit d'asile est sacré et le devoir d'asile le plus pressant des devoirs. Suivons l'exemple de Victor Hugo et malgré les menaces ne refusons jamais de secourir et d'abriter les persécutés.

Marceau Pivert s'attacha plus spécialement aux décrets financiers. Par des exemples précis, laissant aux chiffres le soin de convaincre et d'émouvoir, il montra que seule la classe ouvrière est frappée, que sur elle repose tout le fardeau de la fiscalité. Il stigmatisa les hésitations, les lâchetés et les hypocrisies qui refusent en 1936 de courir le risque révolutionnaire. Il dénonça encore la duplicité des moscouitaires qui affaiblissent le mouvement ouvrier et sont responsables de la non-réussite de la grève.

Dans un magnifique discours Henry Torrès cloua au pilori les juges qui ont osé condamner sans preuves les ouvriers de chez Renault accusés de faux de rébellion. On a infligé à ces hommes des peines très sévères, sans texte, sans dossier et sans loi. J'ai vu, dit-il, des infamies judiciaires, jamais la bassesse de la magistrature n'avait été aussi grande, ni sa bêtise. Nos hommes d'Etat nous font regretter Clemenceau qui avait quelques sursauts d'humanité. La société qu'ils représentent éprouve une telle haine de la notion du travail

qu'elle frappe aveuglément dans la classe ouvrière.

Puis Torrès fit le procès de l'antisémitisme et il dénonça en même temps ceux qui font du racisme leur doctrine et ceux qui font de l'antiracisme leur gagne-pain. Nous défendrons Grinszpán, mais sur le plan humain, et si les Juifs veulent être soutenus il faut qu'ils cessent de se cantonner dans l'antiracisme pour lutter contre toutes les persécutions.

Marcelle Capy lança, pour terminer, un appel émouvant pour que l'on envoie aux enfants d'Espagne le blé que l'on détruit en France.

A l'issue de la réunion Lecoq lut l'ordre du jour suivant :

Les deux mille auditeurs, réunis au Palais de la Mutualité, remercient la Solidarité Internationale Antifasciste d'avoir, une fois de plus, fait appel à leur raison et à leur cœur;

Après avoir entendu des orateurs de toutes tendances, ils s'élèvent, avec eux, contre l'infâme traitement infligé aux Juifs, et exigent que la France accorde à ceux-ci le droit d'asile le plus large, le plus humain; ils réclament également la même hospitalité pour les réfugiés politiques de toutes langues, que des règlements abominables tentent d'assimiler aux forcés;

Les auditeurs de la Mutualité insistent plus que jamais pour que le peuple espagnol soit secouru et que le blé qui est ici donné aux porcs soit envoyé aux enfants et aux femmes espagnols qui meurent de faim.

Les auditeurs de la Mutualité insistent aussi, et avec force, contre les décrets-lois qui font un crime aux ouvriers français de défendre leur droit à la vie, le droit syndical et leur dignité d'homme; et ils se séparent en affirmant leur entière sympathie, et leur solidarité, aux récents emprisonnés et révoqués qu'un président du Conseil issu du Front populaire, a eu l'impudence de trapper.

VIENT DE PARAÎTRE

MICHEL BAKOUNINE LA VIE D'UN REVOLUTIONNAIRE

par H.-E. Kaminski

Principaux chapitres de l'ouvrage

LE REVOLTE. — A l'ombre de cinq gibets, Jeunesse d'un aristocrate, Romanisme russe. LE REVOLUTIONNAIRE. — La grande découverte, La Philosophie de la Misère, La Révolution, L'Appel aux Slaves, La Barricade. LE PRISONNIER. — Golgotha, La Confession, En Sibirie, RECOMMENCEMENT. — Retour au Monde, L'Insurrection polonoise, La Fraternité internationale. L'ANARCHISTE. — Fédéralisme, Socialisme, Antithéologie, L'Internationale, Netchaïev, La Grande Déception. LA RETRAITE. — Mourir, Retour à la Terre.

Un fort volume de 360 pages : 25 fr., aux Editions Montaigne. En vente au « Libertaire » : Franco, 27 fr.

Chèque postal Paris Schéck 487-78.

Pour que vive le Libertaire

Sommes reçues du 1^{er} au 30 novembre.

Duclot, Colombes, 2 fr.; Lepingle, Paris, 6 fr.; Chamont, Maurecourt, 6 fr.; Mouysset, 5 fr.; Oreste, versé par Haussard, 100 fr.; Haussard, 10 fr.; Malet, Paris, 5 fr.; Boulogne, 6 fr.; Berthe Ascato, 20 fr.; Allard, 2 fr.; Rougier, Drancy, 3 fr.; Roussel, Montpellier, 5 fr.; Francs, Claudet, Paris 7^e, 6 fr.; Bel, Recluses, 6 fr.; Tessendier, Vesoul, 16 fr.; un groupe de postiers de Poitiers, 45 fr.; 2 camarades de Marquette, 28 fr.; Polo, 2 fr.; Paul, 5 fr.; Damour, 5 fr.; H. Die, 10 fr.; Degulle, Villeurbanne, 6 fr.; liste Leclerc, 30 fr.; Barot, Senlis, 7 fr.; liste Panhard n° 152, 33 fr.; Prado, 10 fr.; Marchenoir, 10 fr.; Rious, 10 fr.; Parme, 10 fr.; Dallon, Liège, 32 fr.; Petit, Boulogne, 5 fr.; Le Bourgeois Syndicaliste, 2 fr.; 1^{re} liste, Cams, versé par Cam, 192 fr.; liste 155, 40 fr.; Tabaraud, Bezons, 10 fr.; Colette 102, fête Ch. d'Avray, 502 fr.; Fondeur, Lajolère, 5 fr.; G. Letain, Carrières, 6 fr.; Barru, Bordeaux, 1 fr.; Montois, La Mure, 10 fr.; Bacourt, Paris, 12 fr.; Hugues, Bône, 20 fr.; Favre, Paris, 12 fr.; Flet, Amiens, 20 fr.; Rolando, Cannes, 10 fr.; Hoyon, Paris, 11 fr.; 2 copains, 10 fr.; Lerouge, 10 fr.; Raymond N., 20 fr.; Noël, 5 fr.; Pedro Nunez, 10 fr.; Vavau, Montargis, 10 fr.; Domenech, Troyes, 50 fr.; Boulogne, H. Gary, Guillaud, Remondaz, G. Jesse, L. Plays, H. Druenne, 82 fr. versé par H. Boulogne.

Lainé Paul, Meulan, 15 fr.; Yvelot, Vimory, 2 fr.; Le Petit Pain, 25 fr.; Collecte meeting du 21 novembre, 357 fr. 65; Meerchaert, Villeurbanne, 5 fr.; Goupil, Evron, 6 fr.; L. Meuril, Evaillois-Perret, 2 fr.; J. H. François, 5 fr.; liste 81, versé par Berger, Gentilly, 34 fr. 25; Bouleyre, Houilles, 5 fr.; Mascruux, Bruxelles, 20 fr.; Ancoit, Gelle, 5 fr.; Le Bourgeois Syndicaliste, 5 fr.; Moreau, 5 fr.; Guérin H., 5 fr.; Champenois, 2 fr. 50; Gerard et Loyot, Reims, 14 fr.; Mascruux, Bruxelles, 72 fr.

Total de cette liste : 2.073 fr. 46.

Le « Libertaire » est en vente :

CARCASSONNE (Aude). — Bonnemaison, dépositaire, kiosque du marché couvert.

TROYES (Aube). — Mignot, libraire, place de l'Hôtel-de-Ville.

CANNES (A.-M.). — Librairie Falavel, 71, boulevard d'Italie et chez M. Perrier, 4, rue d'Antibes.

LEZIGNAN (Aude). — P. Bousquet, tabac-journaux, Lézignan-Corbières.

NARBONNE (Aude). — M. Abelanet, journaux et chez M. Firmin, libraire, 54, rue Jean-Jaurès.

MARSEILLE. — Mme Gondran, kiosque de la Bourse du Travail, rue de l'Académie; M. Maria, kiosque journaux face le 26, bd Garibaldi; M. Moreau, kiosque journaux, place Jules-Guesde; M. Guistiniani, journaux, 44, La Canebière; M. Honorat, journaux, gare de l'Est, marché des Capucines; M. Gras Louis, kiosque face le n° 4, cours Belzunce; Mme Coste, journaux, place Sadi-Carnot; M. Elie Dumas, journaux, face 54, La Canebière.

ARLES (B.-du-R.). — M. Deshons, journaux, boul. des Lices.

LE BOUCAU (B.-P.). — M. Ribes, dépositaire de journaux.

MARSEILLE-SAINT-ANTOINE (B.-du-R.). — M. Gubernati A., dépôt de journaux.

POUR LES MILICIENS RETOUR D'ESPAGNE

Le Comité d'accueil aux Volontaires d'Espagne Rapatriés organise le Samedi 10 Décembre, à 21 heures,

UNE FETE DE SOLIDARITE

AU PROFIT DES COMBATTANTS REVENANT D'ESPAGNE

Venez nombreux vous divertir et apporter votre aide à nos camarades. La Fête aura lieu : Salle du Comité des Loisirs du 9^e Arr., 42, rue Rochecouart, Métro Cadet-Anvers.

Miliciens adhérez à l'A.R.M.E.

L'humanisme en péril

Au train dont va le monde l'homme libre n'existera bientôt qu'en souvenir. La pensée se domestique. L'intellectuel s'engage. Descendu de sa tour d'ivoire il se promène dans la rue, le stylo à la main, guettant l'occasion de donner sa signature. Nous sommes loin du temps où Flaubert s'enfermait dans son « gueuloir » et polissait soigneusement les joyaux de son style. Aujourd'hui l'écrivain n'écrit plus, le penseur ne pense pas, le savant délaisse le laboratoire et le peintre l'atelier. Tous s'élançant dans le Forum. Loin de fuir les rumeurs de la Cité ils plongent avec délices dans la foule, applaudissant comme elle tous les batteurs d'estrade que la politique installe aux carrefours, prêtant leur nom, offrant leur talent à tous les escrocs de la vie publique. Et les manifestes pleuvent, les appels s'envolent. L'intelligence cède à la passion, l'homme s'efface devant le militant.

Que l'on nous entende ! Nous ne réclamons nullement le retour à l'art pour l'art. Comme Charles Braibant le disait, il y a quelques jours :

« L'écrivain, qui pense pour les autres, a le devoir de connaître les grands problèmes qui contiennent l'avenir. » Celui qui s'isole et se tait aux heures graves de l'Histoire méconnaît sa tâche qui est de défendre l'esprit et de guider les hommes. Le besoin de solitude cache souvent une profonde inhumanité. Flaubert haïssait le bourgeois, c'est-à-dire celui que n'enthousiasmait point la qualité de son art, mais il détestait aussi l'ouvrier, le « fauteur de désordre » et justifiait les Versaillais assassinant les Parisiens.

L'artiste a le droit d'interpréter le monde comme il lui plaît. La communauté adopte toutes les œuvres à condition qu'elles soient belles mais elle place au-dessus des autres celles qui contribuent à la libération de l'homme. Or — et c'est là que nous mesurons l'effroyable abaissement de la culture — jamais l'intelligence ne s'était mise, comme

aujourd'hui, au service de l'oppression. Dans les pays totalitaires défense à l'homme de penser seul. Et le mot d'ordre gagne du terrain. Abruti par le travail, les journaux, les affiches, le cinéma, la T. S. F., l'individu n'a plus de volonté. Il est prêt à subir la dictature. De droite ou de gauche. Qu'importe. Ah ! la joie d'obéir, d'acclamer un chef, de marcher au pas ! Rêve suprême de la petite bourgeoisie. Seule la classe ouvrière résiste encore dans les pays démocratiques car le fascisme dresse devant elle le spectre épouvantable de la faim. Mais quelle rage de servir parmi les intellectuels ! M. Petitjean, poulain fraîchement sorti des écuries de la N. R. F., est fier de s'enrôler dans l'armée stalinienne. Les écrivains de droite montrent leur mépris de l'homme et leur désir de lécher les bottes d'un dictateur en glorifiant les massacres d'Ethiopiens et d'Espagnols. De même les « amis de la culture », savants et artistes dociles à la férule bolchevique, lorsqu'ils approuvent les fusillades de Moscou, les assassinats de Barcelone et poussent les peuples à la guerre.

« Avec qui êtes-vous maîtres de la culture ? », s'écriait Gorki en 1930. Comme lui à cette époque, les maîtres de la Culture sont pour le bourreau contre la victime, pour le tyran contre l'esclave, pour la guerre contre la paix. On se demande s'ils sont doués de raison lorsqu'ils couvrent de leur autorité les Inquisiteurs modernes, les monstrueux accusateurs du P.O.U.M. Deux faits montrent à quel point l'humanisme est en régression. A Berlin, Gœbbels célèbre *Mein Kampf* comme le meilleur livre écrit par un Allemand. A Paris, M. Ducloux, la bêtise des électeurs arracha à son fourneau de pâtissier pour l'envoyer à la Chambre, s'arroge le droit de parler au nom de l'Intelligence. On ne saurait rire de ces manifestations burlesques. Elles ne signifient pas qu'on aime la gâledade à Paris et à Berlin. Elles annoncent que l'humanisme est en péril.

JEAN REMY.

Les Charbons du « Libertaire »

TARIFS

Livré à partir de 250 kilos, pour PARIS SEULEMENT. Pour livraisons en banlieue diminution de 50 francs par tonne (octroi communal et supplément).

ANTHRACITE ANGLAIS PAYS DE GALLES		La tonne 500 kil.	
Gaillietins 50/80	.....	Frs.	720 » 360 »
Noix 30/50	.....		750 » 375 »
Grains 15/25	.....		680 » 340 »
Grains 10/15	.....		600 » 300 »

ANTHRACITE RUHR		La tonne 500 kil.	
Gaillietins 50/80	.....	641 »	320 »
Noix 30/50	.....	651 »	325 »
Grains 15/25	.....	600 »	300 »

ANTHRACITE BELGE (d'origine)		La tonne 500 kil.	
Gaillietins 50/80	.....	625 »	312 50
Noix 30/50	.....	645 »	322 50

CHARLEROI 1/2 GRAS (Garanti d'origine)		La tonne 500 kil.	
Gaillietins 50/80	.....	600 »	300 »
Tête de moineau 30/80	.....	630 »	310 »

FLAMBANT		La tonne 500 kil.	
Gaillietins 50/80	.....	435 »	217 50
Tête de moineau 30/80	.....	442 »	221 »
Braisette 20/30	.....	423 »	210 »

COMBUSTIBLES DIVERS		La tonne 500 kil.	
Anthracine Calorex	.....	530 »	265 »
Briques de lignite	.....	540 »	270 »
Coke métallurgique	.....	450 »	225 »
Bois deux traits	.....	370 »	185 »

Exceptionnellement jusqu'au 31 décembre. BOULETS EXTRA par 500 kilos seulement, 420 FR. LA TONNE.

LES BONS LIVRES

Michel Bakounine LE PRISONNIER

Du beau livre de Kaminski sur Bakounine que nous avons présenté dans notre dernier numéro, nous extrayons le passage qu'on lira ci-dessous. Il a trait au moment où Bakounine, après l'insurrection de Dresde est mis en prison dans cette ville. Il est condamné à mort puis sa peine est commuée en prison perpétuelle.

Une fois encore Bakounine revient ainsi à Dresde. Tous les édifices qui s'y prêtent sont transformés en prisons. Leur nombre ne suffit pourtant pas. Les révolutionnaires arrêtés y sont entassés sans égards, et les geôliers assouvissent sur eux leur vengeance en les maltraitant. Seuls les chefs sont isolés et échappent aux mauvais traitements.

Bakounine est surveillé d'une façon toute spéciale. Il est transféré d'abord à la prison municipale dans la Altstadt, puis à la caserne de cavalerie dans la Neustadt. De tous les prisonniers il est le seul qui porte jour et nuit des chaînes. Il les garde même pendant la demi-heure de sa promenade quotidienne dans un couloir, toujours suivi de soldats armés de fusils. Encore n'a-t-il reçu la permission de prendre l'air que sur les instances d'un médecin. Le gouvernement saxon, bien que victorieux, a peur de ce prisonnier. On change continuellement ses gardiens, mais les bruits de sa libération imminente ne cessent de circuler.

Les autorités militaires proposent enfin de l'emmener à la forteresse de Koenigsstein, bien qu'il relève de la juridiction civile. Il y est transféré pendant la nuit, encadré de deux officiers et de deux sous-officiers, pistolet en main, et escorté de tout un détachement d'infanterie. Avant d'entrer dans la forteresse, on lui bande par surcroît les yeux. Heubner et Roedel partagent son sort.

Au Koenigsstein, il est traité assez humainement. On lui donne une cellule propre et aérée, où il peut lire, écrire et fumer. Il n'est enchaîné que pendant la promenade quotidienne, mais même ici il ne peut faire un pas sans être suivi par un sous-officier et deux soldats armés.

Après des années sans répit, après l'excitation de la bataille, la prison représente une sorte de repos et de calme. C'est la tranquillité, presque la paix. Bakounine ne se retrempe pourtant pas dans la philosophie dont il est parti. Il s'occupe plutôt de sciences positives, de mathématiques surtout. En outre il apprend l'anglais, et il fait sa lecture préférée des œuvres de Shakespeare et des livres d'histoire. « Je crois que je ne pourrais pas ouvrir maintenant un ouvrage philosophique sans vomir », dit-il dans une des nombreuses lettres dans lesquelles il décrit son état d'esprit. Dans le silence qui l'entoure, il a la nostalgie de la musique. « Je ne parle pas de la sculpture, à moins que M. de Lamartine ne se laisse sculpter comme la plus grande phrase du siècle. [...] La musique seule a une place dans le monde contemporain, précisément parce qu'elle ne prétend pas de dire des choses déterminées et n'exprime que l'état d'âme général, la grande et douloureuse nostalgie qui règne dans le présent, et c'est pourquoi elle doit être aussi un art grand et tragique. »

Jamais il n'a été si serein que pendant ce temps où il attend la mort. Il est certain de sa condamnation et il se prépare à la fin sans crainte et sans regret. « La mort, si elle devait venir, n'a rien d'effrayant pour moi. Je la préférerais à un long emprisonnement, c'est-à-dire à un tombeau vivant. » La seule chose dont il se repent est d'avoir exposé des jeunes gens aux dangers de la lutte. Ainsi prie-t-il Reichel de demander à son vieil ami Bernzky qu'il ne lui en veuille pas d'avoir entraîné son petit-fils dans la voie de la Révolution : son excuse était de l'avoir fait pour les raisons les plus pures.

Le géant qui a besoin de grands espaces n'a peur que de devoir passer le reste de sa vie dans une cellule étroite où il étouffe. « Il faut avoir été en prison, s'écrie-t-il, pour savoir vraiment apprécier la liberté. Par quelques amis j'ai presque tout ce qu'on peut désirer raisonnablement : une chambre convenable, des livres, des cigares. Et pourtant je serais prêt à ne manger pendant des années que du pain sec et d'habiter dans une forêt, pour être seulement libre. »

Et dans une autre lettre, ses réflexions deviennent une confession qui révèle ses pensées les plus profondes et un des leitmotivs de sa vie.

« Il faut avoir vécu une année entière dans une captivité isolée et avoir, comme moi, devant soi, encore un nombre infini d'années pareilles, pour comprendre et sentir parfaitement comment la communauté des hommes est nécessaire pour le bonheur, le bien-être et la moralité de chacun. Car quel est le but majeur de la vie humaine ? L'humanité. [...] La communauté même avec les hommes les plus mauvais est meilleure et rend plus moral que la solitude. [...] C'est rarement que les autres sont plus mauvais que nous-mêmes, et puisque nous devons nous supporter nous-mêmes, ce qui, comme tu ais, est un devoir très lourd, nous devons apprendre à supporter aussi les autres — à les supporter aussi longtemps qu'ils ne sont pas des oppresseurs et qu'ils se contentent d'être libres à leur façon. [...] Nous les haïssons (les hommes) souvent, parce que nous avons besoin de les aimer; nous les méprisons, parce que nous voudrions les honorer, et nous ne trouvons rien en eux, parce que nous leur demandons tout. Mais si nous essayons d'exiger de moins, nous trouverons, je crois, davantage et, ce qui est le principal, nous nous libérons en leur société de nous-mêmes. »

Entre temps, le tsar de Russie réclame Bakounine et va jusqu'à menacer le gouvernement saxon de rompre les relations diplomatiques s'il ne lui livre Bakounine. La Saxe use d'un moyen terme et remet Bakounine au gouvernement autrichien qui le réclame lui aussi. Il est alors transféré à Prague.

Les mois passent.

A Prague, il est emprisonné au Hradshchin. Dans la même prison se trouvent Arnold, Gustave Straka et d'autres révolutionnaires tchèques. Mais Bakounine est soigneusement isolé. Sa cellule, au premier étage, est gardée de tous les côtés. Une sentinelle est postée jour et nuit devant la porte, et des soldats sont consignés dans des cellules avoisinantes. Dans le jardin, une autre sentinelle surveille sa fenêtre, bien qu'elle soit munie de doubles barres de fer et de planches en bois qui ne lui laissent voir qu'un petit coin de ciel. Une troisième sentinelle est postée dans le grenier au-dessus de la cellule. Comme le bruit d'un projet d'évasion ne cesse de circuler, ces mesures sont encore renforcées. Pour qu'il ne puisse pas s'enfuir par la cheminée, on y pose une grille ; la porte de sa cellule est faite de deux serrures dont les clés sont gardées par deux personnes différentes, et le commandant lui-même doit venir l'observer

tous les quarts d'heure à travers le judas, également protégé par une double grille.

Un adjutant, un caporal, un soldat de première classe et six hommes assurent la surveillance du prisonnier. L'entrée dans la cellule n'est permise aux gardiens que dans les cas les plus urgents, et personne, pas même les magistrats, ne peut y pénétrer seul et sans que les six hommes soient sous les armes devant la porte. Ce n'est que rarement que le prisonnier peut sortir de sa cellule pour faire une courte promenade dans le couloir, sous les yeux de sa garde. On pousse la précaution jusqu'à fermer la caserne à six heures de l'après-midi, pour que nul étranger ne puisse s'y introduire.

Comme Bakounine relève en Autriche de la justice militaire, il n'a même pas de défenseur. Il ne voit de ses juges que l'officier chargé de l'instruction. Toute sa correspondance lui est interdite, et seuls de vagues bruits sur son sort parviennent aux amis. Sans argent, il ne peut bénéficier plus améliorer l'ordinaire de la prison, inséparablement tombent en loques. Mais même dans ces conditions, le charme de Bakounine conserve toute sa force sur les hommes. L'officier qui est son juge d'instruction correspond en son nom avec ses amis et leur demande pour lui de l'argent et une robe de chambre. Reichel, Herwegh et Herzen s'empressent de répondre à l'intermédiaire bienveillant. Celui-ci d'ailleurs ne comprend pas que le prisonnier soit si léger, qu'il dépense tout de suite ce qu'il reçoit en cigares et en livres de mathématiques.

Les amis d'Allemagne ne peuvent plus rien envoyer ; leurs relations avec l'homme dangereux les ont rendus suspects et ils sont tous étroitement surveillés. Même les banquiers qui reçoivent les virements de Herzen à Prague sont soupçonnés.

Le bruit que l'on prépare sa libération continue à courir, et le ministre de l'Intérieur s'affole de plus en plus. En toute autre circonstance, la conduite du gouvernement autrichien serait du plus haut comique. Ne va-t-on pas jusqu'à se méfier du ministre russe à Dresde qu'un indicateur dénonce comme conspirant pour l'évasion de Bakounine ? Non seulement les agents de police, mais les agents diplomatiques eux-mêmes se préoccupent des rumeurs qui circulent au sujet du prisonnier de Prague. Un jour, l'ambassadeur autrichien à Berlin écrit à son ministre que le préfet de police de la capitale prussienne lui a révélé l'existence d'un vaste complot : les chefs révolutionnaires de tous les pays travailleraient à la libération de Bakounine qui, avec Mazzini, serait l'homme le plus dangereux de l'Europe. Des personnalités de marque et surtout des fem-

mes auraient réuni une grosse somme d'argent et ils seraient arrivés à souder les geôliers du prisonnier. Et l'ambassadeur rapporte la proposition de son interlocuteur d'assembler d'urgence les chefs de police de tous les pays intéressés afin de se concerter sur les moyens d'annuler ce complot.

Il n'y a pas l'ombre d'une vérité dans toutes ces histoires, mais la nervosité du gouvernement autrichien atteint désormais son comble. Le président du Conseil donne alors l'ordre de transférer le prisonnier à la forteresse d'Olmütz que l'on tient pour un lieu plus sûr que la prison de Prague. Une nuit, Bakounine est donc transporté par un capitaine, deux caporaux et douze grenadiers à Olmütz. L'officier qui l'escorte charge devant lui son revolver, et lorsque Bakounine lui demande s'il croit qu'il puisse s'enfuir, enchaîné et entouré comme il l'est, le capitaine lui répond : « Non, mais vos amis pourraient essayer de vous libérer, et en ce cas j'ai l'ordre de vous tirer une balle dans la tête ».

Dans le désarroi on oublie d'aviser le commandant de la place d'Olmütz qui est très surpris de l'arrivée du prisonnier. En hâte, on lui prépare une cellule, tandis que les différents ministères échantonnent une longue correspondance sur les mesures à prendre. Enfin, on l'installe dans une casemate d'un ravin de la forteresse. Dans trois autres casemates se trouve la garde qui, uniquement pour Bakounine, se compose d'un adjutant, de deux caporaux, de trois soldats de première classe et de quarante hommes. Pour la promenade il est conduit dans une cour où personne ne peut le voir. Le ministre de la guerre demande même que tout voyageur venant à Olmütz soit surveillé. Toutes ces précautions ne semblent pourtant pas encore suffisantes. Jour et nuit, Bakounine doit sur les deux bras porter des chaînes qui sont fixées au mur de sa cellule.

Il a été neuf mois à Prague. Il reste encore deux mois à Olmütz. Mais le gouvernement autrichien veut se débarrasser de lui le plus vite possible, et le président du Conseil ordonne, par-dessus la tête du ministre de la guerre, de hâter le procès. L'attitude de Bakounine est pendant tout ce temps la même qu'en Saxe : il avoue tout ce qui le concerne personnellement et ne dit rien qui puisse compromettre ses camarades. Le juge d'instruction témoigne « qu'il s'est comporté avec violence et décision, mais très convenablement ».

Le 15 mai 1851 on lui communique en même temps qu'il est condamné à mort, que la sentence est commuée en travaux forcés à perpétuité.

N'ATTENDEZ PAS L'HIVER

Jeunesse Anarchiste Communiste

LES JEUNES ET LE MARXISME

Où en est le jeune prolétariat révolutionnaire ? Voilà une question bien embarrassante si nous tenons compte des divisions, des tendances, des luttes intestines que se livrent les jeunes formations révolutionnaires entre elles ; petites batailles qui pour la plupart font oublier le grand combat auquel elles sont appelées. Ce ne sont pourtant pas l'enthousiasme et le dévouement qui manquent à beaucoup... seulement beaucoup de jeunes révolutionnaires se trouvent enfermés, ligotés dans des programmes politiques étroits et désuets qui n'ont de révolutionnaire que le nom. Leur dynamisme se contente de lutter pour la cause du parti ; la révolution viendra ensuite. Aucune initiative personnelle ne peut sortir de ce conformisme sans qu'elle ait reçu l'approbation de la succursale mère. Autant vaudrait faire la révolution avec des hommes mécanisés...

La lâcheté des chefs, si formelle dans la grève générale de la semaine dernière, entraîne fatalement l'abandon des cohortes et de leurs petits...

Et bien non ! Si le véritable esprit révolutionnaire avait animé le jeune prolétariat, il n'aurait pas abdiqué aussi vilement le combat et aurait mené à bonne fin cette grève.

Mais après des années et des années de marxisme allez-vous lutter avec des « révolutionnaires » qui attendent les ordres d'en haut ? Et en cela, ils se conforment à la doctrine marxiste qui depuis trop longtemps exerce ses ravages dans les rangs du prolétariat, jeune ou vieux.

D'un côté la DROITE MARXISTE, ou l'Internationale où le socialisme prend les aspects d'un réformisme conservateur, ce dont la bourgeoisie s'accommode fort bien, et de l'autre, la GAUCHE MARXISTE, ou l'Internationale qui s'insinue depuis trop longtemps dans la G. G. T. et qui, sous la conduite d'un état-major d'intellectuels, prétend conquérir le pouvoir bourgeois et fait en somme manœuvrer ses troupes comme des pions sur l'échiquier ; il ressort de toute cette tactique un échec complet, très déprimant pour la classe ouvrière.

Le tout laisse subsister la légende d'un PERIL COMMUNISTE dont notre bourgeoisie tire un parti merveilleux.

Ils sont nombreux les jeunes camarades qui vous rétorquent : « Mais pour que la bourgeoisie lumineuse avec tant de constance contre le marxisme, c'est donc que cette doctrine l'embête bigrement. Là donc est la révolution. » Et notre jeune prolétariat d'emboliser le pas.

La chose est un peu trop simpliste et demande plus amples réflexions.

Nous comprenons fort bien que les réactionnaires parlent en guerre contre Marx et ses continuateurs ; ils tiennent à leur place. Mais nous demandons ce que le prolétariat a à gagner dans cette querelle ?

Le socialisme ainsi pratiqué est ce qu'Engels appelait la phase scientifique, c'est-à-dire passer de l'utopie à la science ; ce n'est pour nous que l'effort d'un parti politique s'avançant de l'conducteur du prolétariat, celui-ci n'étant que le bras de la révolution, dont le cerveau se trouve logé dans le cerveau des Thorez, Duclos, Cachin, R. Guyot, Racamond, etc., ce qui, entre

NOTE DU TRESORIER

Tous les trésoriers des groupes J.A.C. doivent régler les cotisations et les cartes pour 1938. Prière de retourner les cartes non placées, trésorerie de la Fédération, R. Garon, 10 rue de la République, Paris.

nous, n'est pas très honorable pour le prolétariat.

Faire la fortune parlementaire de ces hommes, voilà où en est réduite la classe ouvrière. Le Front populaire est pourtant là, accusateur, pour démontrer la faillite du bulletin de vote, il peut être une ressource, mais il n'en constitue pas moins une entrave pour l'émancipation du prolétariat. En 1934, Proudhon écrivait son livre DE LA CAPACITE POLITIQUE DES CLASSES OUVRIERES se demandait déjà si la démocratie ouvrière suivrait la voie ordinaire des élections et des débats parlementaires, ou si elle ne ferait pas mieux, pour ses intérêts et sa dignité, de prendre une autre attitude, c'est-à-dire d'établir une franche scission, considérant tous les partis politiques comme devant nécessairement s'adapter à l'ordre bourgeois : « Que la classe ouvrière, s'écriait-il, si elle se prend au sérieux, si elle poursuit autre chose qu'une fantaisie, se le tienne pour dit : il faut avant tout qu'elle sorte de la tutelle, et que sans se préoccuper davantage de ministère ni d'opposition, elle agisse désormais et exclusivement par elle-même et pour elle-même. Etre UNE PUISSANCE OU RIEN, TELLE EST L'ALTERNATIVE. »

La classe ouvrière est-elle sortie de tutelle ? Il est pourtant une époque où le prolétariat sut acquiescer à sa propre personnalité : c'est à l'époque héroïque du syndicalisme révolutionnaire qui ne se traduisait pas par des discours en l'air, mais par une action directe, nette, franche et intransigente et où la classe ouvrière sembla se passer de docteurs en agissant par elle-même et pour elle-même. Ce fut l'essor d'une génération syndicaliste hors-ligne : les Pelloutier, V. Griffuelhes, Pouget, Yvetot...

Mais la guerre de 1914-1918, la Révolution russe ensuite ont amené un recul dans les idées d'autonomie de la classe ouvrière.

Que tous nos jeunes camarades rendent justice à cette génération et s'emparent de l'action de ces militants qui n'aspiraient qu'à être des serviteurs désintéressés du prolétariat.

En quoi se résume l'éducation révolutionnaire de tous ces partis politiques ? A bien peu de chose, en vérité. En ordres matriculés diffusés à profusion dans toutes les cellules et que tous les adeptes sont tenus de répéter à tout bout de champ. Ce processus se passe de commentaires.

Le jeune prolétariat est assez handicapé à son entrée dans l'usine ou au chantier par l'école primaire, si ce n'est en son enseignement religieux, pour avoir à réviser un nouveau catéchisme, qui a le cynisme de s'intituler révolutionnaire.

Nous estimons, quant à nous, qu'un véritable militant révolutionnaire doit avant tout s'emparer d'une bonne culture classique ; examiner les faits historiques avec objectivité ; n'accepter aucune dictature intellectuelle qui ruinerait son sens critique. Prêts à payer de notre personne sur tous les champs de bataille et, après avoir rossé la police et balafé l'armée, reprenant, impassibles, la besogne syndicale obscure mais féconde, écrivait Pelloutier. Quelle phrase traduit mieux le sens des responsabilités et de l'action dont les jeunes révolutionnaires doivent bien s'imprégner ?

En effet, nous estimons qu'un jeune militant révolutionnaire ayant participé à un mouvement de grève et ayant contribué par son action à sa réussite aura plus fait pour la classe laborieuse qu'un théoricien marxiste avec toutes ses élocutions ou pendant les quatre ans de son mandat.

ARMAND GALLI.

A BAS LA REPRESSION

La grève générale curieusement tardive, du 30 novembre, aurait été un fiasco complet pour la classe ouvrière, et un formidable encouragement pour le fascisme qui épuait, si une minorité révolutionnaire n'avait pas conservé sa conscience de classe. Mais vendant que Joubert et les autres stalinistes vont continuer à palabrer, il est des gens qui seront maintenant priés de leur si chère et si féconde liberté, pour s'être soulevés sous les coups de poing des chiens de Daladier, des principes qui ont figuré à la création d'une G. G. T. qui n'était peut-être pas aussi « grande » que celle d'aujourd'hui, mais qui avait un autre sens des réalités et une manière de faire autrement victorieuse. Nos camarades Lavorel et Laffont sont de ceux-là. Après avoir participé toute la journée à l'application « traditionnelle » de la grève collective, fidèles aux données de leurs syndicats cégétistes, à la suite d'une violente échauffourée avec les larbins et les lèche-culs de l'autorité, ils furent, comme on dit, appréhendés, passés à tabac selon la tradition, et, naturellement, incarcérés, Lavorel dans le dépôt de la Préfecture, Laffont dans le dépôt de la Police. Ils ont été libérés, mais ils ont été libérés sans que leur liberté ait été achetée par la victoire.

Le fascisme marque un point aujourd'hui, ce sera une fois de plus grâce à la trahison des uns et à l'aveuglement des autres. Mercredi. — Dès le matin, les piquets de grève circulent en ville et interviennent avec succès là où c'est nécessaire. Les magasins à prix unique : Lanoma, le Capitole, Printalix, dont le personnel adhère en majorité aux syndicats professionnels, sont visités. Les étalages de « Lanoma » sont envoyés au milieu de la chaussée. Les glaces de Printalix, du Capitole volent en éclats ; ces boîtes sont obligées de fermer. Gaspé également, ainsi que la Maison du Café, Drincourt et le Grand Hôtel. Devant les usines Sirven, tumulte ; le maire, en personne, intervient : un commissaire a été quelque peu malmené. Le maire est copieusement prié de déguerpir. Il appelle alors la garde mobile et donne lui-même l'ordre de charger.

A 16 heures, Forquas, secrétaire de l'U. D., parcourt les rues de la ville et annonce que la grève est terminée (sic) ; on le congédie et il doit fuir. L'ordre arrive de la Fédération de faire sortir les tramways. Le premier véhicule qui sort est aussitôt immobilisé. Les fonctionnaires de la Mairie sont disséminés dans les rangs des manifestants et y font un travail de désorganisation, semant le pessimisme et l'échec de provoquer des réactions contre les plus actifs.

« Méfiez-vous des provocateurs », disent-ils. Mais celle fois la foule ne marche plus : « C'est vous, les provocateurs, foutez-nous la paix ! », leur répond-on.

Jeudi. — Mais les chiens de garde du capitalisme ne pouvaient rester sur cet échec : ils allaient, par surprise, donner la mesure de leur férocité. Et puis, ils étaient certains de pouvoir eux le plus léger réprimande. Non seulement ils avaient l'assentiment du maire, mais encore les dirigeants syndicaux ne s'étaient pas gênés pour condamner l'« excès » de la veille.

Ce fut devant les établissements Devolaine, où les camarades de cette maison étaient rassemblés que la chose se produisit : un photographe de l'infatigable « Dépêche de Toulouse » nargua les travailleurs qui trouvaient porte

Le "Libertaire Syndicaliste" La grève générale à Toulouse

Si les travailleurs toulousains ont, dans l'ensemble, fait magnifiquement leur devoir le 30 novembre, on ne peut pas dire qu'ils y furent chaudement encouragés par les « responsables » cégétistes et ceux des partis qu'on nomme encore, je ne sais pourquoi, prolétaires. Jamais, en effet, l'impudence dans la trahison n'atteint un tel degré. Le maire Ellen Prévot, socialiste et officier de réserve, a lui-même donné l'ordre de charger les grévistes.

Disons-le à l'honneur des travailleurs toulousains, cette action conjuguée de la trahison politique et de la brutalité policière n'a pas encore eu raison de leur résistance.

Pour si incomplète qu'elle fut, la grève du 30 aurait pu avoir un retentissement considérable ; elle ne l'eut pas grâce aux efforts conjugués de toute la presse française qui, par trahison, ou esprit de boutique, s'est attachée, le lendemain du mouvement, à en souligner complaisamment l'échec, à en minimiser les effets.

Dans cette circonstance, l'indifférence générale de la presse a servi admirablement ceux qui gouvernent et qui dirigent la France. On se bat toujours, mais le gouvernement peut déjà monter en épingle les incidents de la Chambre des députés fasciste et faire appel au bon sens des Français ! Il pourra, aidé par la trahison et le sectarisme, ébranler sans coup férir ceux qui ont fait plus que sauver l'honneur du prolétariat français.

Le fascisme marque un point aujourd'hui, ce sera une fois de plus grâce à la trahison des uns et à l'aveuglement des autres.

Mercredi. — Dès le matin, les piquets de grève circulent en ville et interviennent avec succès là où c'est nécessaire. Les magasins à prix unique : Lanoma, le Capitole, Printalix, dont le personnel adhère en majorité aux syndicats professionnels, sont visités.

Les étalages de « Lanoma » sont envoyés au milieu de la chaussée. Les glaces de Printalix, du Capitole volent en éclats ; ces boîtes sont obligées de fermer. Gaspé également, ainsi que la Maison du Café, Drincourt et le Grand Hôtel. Devant les usines Sirven, tumulte ; le maire, en personne, intervient : un commissaire a été quelque peu malmené. Le maire est copieusement prié de déguerpir. Il appelle alors la garde mobile et donne lui-même l'ordre de charger.

A 16 heures, Forquas, secrétaire de l'U. D., parcourt les rues de la ville et annonce que la grève est terminée (sic) ; on le congédie et il doit fuir. L'ordre arrive de la Fédération de faire sortir les tramways. Le premier véhicule qui sort est aussitôt immobilisé. Les fonctionnaires de la Mairie sont disséminés dans les rangs des manifestants et y font un travail de désorganisation, semant le pessimisme et l'échec de provoquer des réactions contre les plus actifs.

« Méfiez-vous des provocateurs », disent-ils. Mais celle fois la foule ne marche plus : « C'est vous, les provocateurs, foutez-nous la paix ! », leur répond-on.

Jeudi. — Mais les chiens de garde du capitalisme ne pouvaient rester sur cet échec : ils allaient, par surprise, donner la mesure de leur férocité. Et puis, ils étaient certains de pouvoir eux le plus léger réprimande. Non seulement ils avaient l'assentiment du maire, mais encore les dirigeants syndicaux ne s'étaient pas gênés pour condamner l'« excès » de la veille.

Ce fut devant les établissements Devolaine, où les camarades de cette maison étaient rassemblés que la chose se produisit : un photographe de l'infatigable « Dépêche de Toulouse » nargua les travailleurs qui trouvaient porte

close ; puis, il essaya de les photographier comme des bêtes curieuses, son appareil vola en l'air. Comme si cela avait été un signal, des camions pleins de gendarmes, gardes mobiles et police locale arrivèrent.

Ces brutes — que l'on avait précédemment sollicités, le fait a été vérifié — se jetèrent sur les travailleurs surpris et frappèrent dans le tas à coups de crosse. On imagine sans peine que les brutes policières s'en donnèrent à cœur-joie !

Enfin, les camarades s'étaient mis hors d'attente, les brutes s'acharnèrent sur les vélos et motos des travailleurs, les brisant et les chargeant sur leurs camions.

C'est le moment de serrer les coudes. Ici, comme à Lyon, comme à Saint-Etienne, Bordeaux, etc., ce furent les camarades de l'U.A., de la C.G.T.S.R. et du P.S.O.P., qui furent à la pointe du combat, qui firent l'âme de la résistance. Ils ont formé, en pleine action, un front qui devrait durer. Front révolutionnaire si nous voulons ne pas être écrasés. Front révolutionnaire si nous voulons vaincre !

L. HUART.

La grève chez les Traminots marseillais

Mardi soir grande réunion à la salle Ferrer de tous les traminots qui sur l'appel de leurs dirigeants, Nicolas et Laugier, répondit à l'unanimité de suivre l'appel de la C.G.T. Donc grève générale pour le lendemain 4 heures, contre les décrets-lois, la « Réquisition » et les abus du pouvoir du fameux tandem Daladier-Reynaud.

Les décisions prises à 23 h. 30 pour le lendemain furent exécutées avec un ensemble et un synchronisme absolu au Dépôt de la Caspiette et dans les autres dépôts où, seuls, à celui de Saint-Pierre deux jaunes résistèrent à l'intérieur après l'évacuation. A 4 heures du matin nous fûmes tous au complet dans les salles du mouvement, attendant de pied ferme les événements. Le chef de dépôt suivi de ses coéquipiers essaya tous les moyens pour nous faire sortir les voitures. Tous ayant échoué on nous laissa sur les lieux jusqu'à 9 heures où un commissaire souriant pria nos délégués de nous faire évacuer les locaux que nous n'occupions plus, puis, que nous étions réquisitionnés, ce qui fut fait, dans le calme et dans l'ordre.

Au cercle des employés, des piquets de grève furent organisés pour parer à toute éventualité possible. Le moral était des meilleurs et tout se passait normalement. Quand stupéfaction vers 14 h. 40 un jeune délégué nous prévint que nos dirigeants syndicaux étaient à la préfecture en train de négocier la reprise immédiate du travail Nicolas et Laugier, après entente du Conseil syndical et sur un coup de téléphone disant que la grève de la C. G. T. était un four, il ne nous restait plus qu'à sauver les meubles. Coup de téléphone à Paris ? ou de Paris ? du camarade Jacoud au camarade Laugier ? ou de Laugier à Jacoud ? C'est une question à élucider et que nos dirigeants devront nous expliquer au plus tôt pour ne pas laisser subsister un malaise dans la corporation.

Il fallait voir de quelle façon ces décisions furent accueillies par les camarades qui n'avaient pas été consultés. N'aurait-on pas pu demander au préalable un laps de temps (environ deux heures) pour les réunir, exposer la situation et faire un vote de façon à ce qu'ils puissent savoir de quoi il en retournait avant qu'on les fasse vivre dans un sens comme dans l'autre. Ça du syndicalisme ! Camarades et la base, qu'en faites-vous ?

Tous les camarades ont discuté à l'aprem sur ces décisions immédiates. Nous sommes vendus, disent les uns, trahis disent les autres. C'est une machination, on nous a eus.

Que chacun fasse son devoir et tout particulièrement les camarades traminots anarchistes, anarcho-syndicalistes et syndicalistes.

On ne peut pas s'organiser au dernier moment ou alors cela se fait si mal que la partie actuelle qui se joue sera perdue parce que les quelques bûchers que nous sommes se chercheront dans la bazarre pour crier la vérité et faire ce qu'il faut quand ce sera le moment.

A présent les paroles sont superflues et les amis traminots qui ont bien compris pourront apporter à cet appel leur force individuelle au groupe Germain de Marseille qui nous informera et donnera la cohésion utile à l'efficacité de notre action.

Un traminot marseillais

Chez les Peintres

A notre dernière assemblée générale du 1^{er} décembre, nous avions à discuter du rapport moral et financier de la Fédération du Bâtiment, le docteur de tout d'abord que si cette discussion a pu avoir lieu, c'est parce que le Congrès a été retardé, car il y a déjà quelques mois que les délégués ont été nommés dans une assemblée générale sans aucune discussion des rapports et que si le Congrès n'avait pas été repoussé en décembre, c'est encore le Conseil qui aurait simplement le Conseil qui aurait nommé les délégués comme cela a été fait pour les deux Congrès de l'Union des Syndicats sans aucune consultation des syndiqués. Il est vrai que du moment que les syndiqués craignent au bassin, c'est tout ce qu'on leur demande.

Enfin cette discussion a eu lieu en assemblée générale, mais il est regrettable que les syndiqués n'aient pas eu connaissance de ces rapports par l'intermédiaire de leurs sections locales, cela aurait été de la démocratie dont nos dirigeants syndicaux parlent tant, mais qu'ils n'appliquent jamais.

Après l'audition de cinq camarades, le vote pour ou contre le rapport moral a eu lieu à mains levées ; après deux votes, le résultat étant douteux, des camarades ont demandé que les partisans du rapport moral se mettent d'un côté de la salle et les adversaires de l'autre côté, mais le président de séance (bien stylé) comme tous les présidents d'assemblées générales, a levé la séance en disant que le rapport moral avait été adopté, ce qui a amené une protestation d'une grande partie de la salle, ce qui n'empêchera pas les délégués — qui ont été tirés sur le volet — de voter à Lyon pour le rapport moral de la Fédération.

Je profite de ce petit article pour faire un appel à tous les vieux syndiqués pour qu'ils assistent un peu plus nombreux aux assemblées générales, car beaucoup brillent par leur absence.

EMILE CARRE.

LA FETE DE CARRIERES-SUR-SEINE

Voici la liste des lots à réclamer le dimanche matin au siège, 10, rue du Moulin à la suite de la fête du 10 novembre S.U.B.

122, 121, 225, 227, 310, 327, 391, 506, 546, 648, 704, 750, 985, 1.168, 1.233, 1.270, 1.430, 1.323, 1.488, 1.744, 1.747, 2.125, 2.223, 2.231, 2.393, 2.353, 2.387, 2.004, 2.414.

La Vie de l'U. A.

FEDERATION PARISIENNE

Le C.I. se tiendra samedi 17 décembre, à 15 h. 30, au « Lib ». Présence des délégués de groupe indispensable.

ORDRE DU JOUR

- 1^o Vente du journal ;
- 2^o Activités des groupes ;
- 3^o Questions diverses.

PARIS-BANLIEUE

PARIS-XI^e, XII^e

Notre dernière réunion, malgré que notre propagande n'ait pu être faite comme nous l'aurions voulu, fut très réussie. Les orateurs furent très écoutés. A la fin de la réunion, Cam demandait que nous traitions un sujet différent chaque quinzaine, en réunion publique. Le groupe invite tous les camarades et sympathisants à la réunion publique qui se tiendra le jeudi 15 décembre, à 20 h. 30, à la Petite Choie, 6, rue Saint-Bernard (11^e) ou sera traité : La défaite du syndicalisme parlementaire.

Pour le groupe : Roger.

PARIS 15^e

Tous les militants et sympathisants sont prévenus que les réunions du groupe se tiendront désormais tous les lundis au café Lagneau, 82, rue Mademoiselle.

Que tous soient présents à la prochaine réunion lundi 12 décembre, à 20 h. 30. Une causerie sera faite par un camarade.

ASNIERES

Les événements prouvant que les anarchistes avaient raison, nous demandons à tous nos camarades de venir à notre réunion du jeudi 15 décembre, à 20 h. 30, salle du Café au 154, avenue d'Argenteuil, près des Bourguignons. Le « Libertaire » est en vente tous les dimanches matin aux marchés du Centre et des Quatre-Routes ainsi qu'aux Bourguignons.

La solidarité en faveur de Leclerc continue, remplissez nos listes de souscription. Nous avons recueilli jusqu'à présent 450 fr.

Toujours à l'action. — A. T.

VOIX DE PROVINCE

BREST

Le mouvement du 30 novembre

Dans notre ville, le mouvement fut malgré certaines déflections, un certain succès, et malgré les pressions dictatoriales du gouvernement Daladier, issu ne l'oubliions pas, du « Front populaire ».

Aux Fédérations dont parle l'édition du dernier « Lib », l'on peut ajouter celle de la Section Marine de la Fédération des Travailleurs de l'Etat, dont ses syndicats ont montré du cran, malgré les réquisitions.

Lorient, Guernsey, Brest, Cherbourg, Indret et Toulon contenant un bon nombre de grévistes, sans compter d'autres établissements.

A Brest, il y a eu malgré un déploiement de forces policières considérable qui empêchait toute approche des portes de l'Arsenal, 4.500 grévistes.

Le gaz, l'électricité, le bâtiment, les dockers, métaux, marchèrent à fond dans le textile, les brasseurs, énorme pourcentage ; dans les P. T. T., l'alimentation, l'enseignement primaire et secondaire, partiel, à souligner les P.T.T. ouvriers, seuls grévistes.

Du côté services publics, transports, branches administratives, total abandon, ce qui a influé sur l'ensemble ; mais, dans l'ensemble, l'on peut évaluer comme grévistes à Brest à 8.000 leur nombre global.

Naturellement, il y a des congédiements, mais la solidarité s'organise.

Voula ce qui s'est passé à Brest, cela aurait pu être mieux, mais cela pouvait être pire. Ne désespérons pas et continuons l'action, malgré l'échec d'ensemble.

A. L. L.

CARCASSONNE

Le groupe de l'U.A. de Carcassonne assista à la conférence donnée par notre ami Gastien Faure à Toulouse. C'est devant une assistance attentive qu'il développa ses divers thèmes et il est à souhaiter que notre camarade ou ses collaborateurs viennent souvent apporter la voix de l'U. A. en province. Bonne journée pour tous les auditeurs. — Bezombes.

CLERMONT-FERRAND

Conférence publique et contradictoire. Le 16 décembre à 20 h. 30, notre camarade Douteau fera une conférence, salle 5 de la Maison du Peuple.

Les lecteurs du Libertaire se feront un devoir d'être présents et d'amener des sympathisants. Le « Lib » est en vente aux kiosques de la place Gaillard, rue Balinivilliers et au tabac de l'arrêt du tram à Montferrand.

LYON-LES-BROSSES

Vendredi 3 décembre à 20 h. 30

Généraliste, rue Monge

GRANDE REUNION PUBLIQUE

LA FAILLITE DU FRONT POPULAIRE

Le programme de l'Union anarchiste

Orateur : Maurice Guesbrou.

MARSEILLE (Germinal)

La conférence Douteau

Les camarades de Marseille sont informés que Maurice Douteau traitera le sujet : Cette paix n'est pas notre paix ; cette guerre n'est pas notre guerre, le 11 décembre, à 9 h., au Royalbich-Cinéma, rue Tapis-Vert.

Tous les libertaires, tous les antimilitaristes se feront un devoir d'assister à ce meeting où sera traité un sujet d'actualité brûlante.

Les camarades de la Belle de Mai et Saint-Antoine sont avisés que Douteau ne pourra faire de conférence dans leurs localités, les dates du 9 et 10 étant retenues.

SAINT-ETIENNE

C'est le jeudi 15 décembre, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, salle des Conférences, que Douteau fera une grande conférence publique et contradictoire sur le sujet suivant : Cette paix n'est pas la nôtre. La contradiction est sollicitée.

Un appel est fait spécialement aux compagnons anarchistes pour que cette conférence soit un succès, il faut s'engager à la faire savoir parmi son entourage, faire venir ses amis, il faut que malgré les faits sociaux qui se déroulent les anarchistes fassent entendre leur voix. Donc tous à la propagande pour que se soit un succès. S'abstenir serait un lâchage. Donc, camarades, en avant. — Le groupe.

REUNION ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

Choisy le Roi JEUDI 8

A 20 h. 30, salle Lechevalier, carrefour de Pompadour.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Berger, Barzangette, Frémont.

Paris III^e et IV^e A 20 h. 30, 31, rue des Archives.

LA LUTTE DE CLASSES CONTINUE

Orateur : Emile Rambaud.

Paris IX^e et X^e A 20 h. 30, bar de l'Entracte, 40, boulevard Bonne-Nouvelle

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Guennec.

Sannois VENDREDI 9

A 21 heures, salle Léonard, 26, boulevard Maurice-Bertheaux.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Barzangette, Brégeot, Ringes

Goussainville A 21 heures, salle Chapat, 20 des Noyes.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Gourdin, Vintgrigner, Le Meil-lour.

Villeneuve-St-George A 21 h. salle Jouve, 34, rue Francis-Martin

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Frémont, Virot, Pedron.

Saint-Ouen 21 heures, Eveil de l'Enfance, salle de la mairie.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Lorio, Goudry, Patorni.

Antony MERCREDI 14

Salle Camille, 76, avenue d'Orléans

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Berger, Barzangette, Frémont.

Paris XI^e et XII^e JEUDI 15

6, rue Saint-Bernard, à 20 h. 30.

Moins de
science
et plus de
conscience !

le libertaire syndicaliste

PACIFISME ne signifie pas JAUNISSE

Voici la lettre que nous avons reçue :

Sainte-Anne-Saint-Priest, le 3 décembre 1938.
L'article de Ringas paru dans votre numéro du 1^{er} décembre me fait une obligation de protester contre les attaques adressées par votre collaborateur aux pacifistes qui ont refusé de s'associer à la grève insensée du 30 novembre.
Oui, la majorité des instituteurs est d'accord avec le Syndicat du Rhône. Elle a estimé, malgré l'incroyable aveuglement de ses dirigeants, que « cette grève n'était pas notre grève ».
Si regrettable que soit la répression qui va frapper des travailleurs abusés — ou esclaves d'une conception trop militaire de la discipline, nous estimons que l'échec est préférable à un succès qui aurait signifié : rupture avec l'Angleterre et l'Allemagne — économie totalitaire — course à la guerre accélérée.
Pas plus que nous nous sentons le droit de trahir de lâches ceux qui en temps de guerre désertent la soi-disant défense de la Patrie, pas davantage nous n'acceptons d'être traités de « jaunes » quand nous désertons le « corporatisme » et la « gymnastique politique » qu'on veut nous imposer sous le nom de syndicalisme, comme le reconnaît un peu tardivement Delmas.

En attendant que, suivant la suggestion de Ringas, nous soyons exclus de la C.G.T., je vous prie pour ma part de rayez mon nom de la liste des abonnés au « Libertaire ».

Salutations pacifistes.

M. NÉNERT.

Nous avons voulu publier intégralement cette lettre d'un instituteur qui représente bien actuellement une certaine tendance du mouvement syndical.

Disons tout de suite que nous ne corrigeons rien de nos appréciations sur ceux qui ont manqué à leur devoir de classe le plus élémentaire. Nous considérons que si l'organisation syndicale peut se montrer conciliante vis-à-vis de ceux qui, pris de panique au moment de la défaite, sont rentrés au travail, elle doit se montrer intraitable vis-à-vis des éléments qui, comme Eméry, ont saboté le mouvement de grève, qui ont poussé le cynisme jusqu'à publier un ordre du jour, repris par toute la presse bourgeoise, invitant les ouvriers à ne pas répondre à l'ordre de grève. L'organisation syndicale ne peut tolérer que de tels faits se renouvellent. Il fut une époque où les syndicats étaient moins nombreux, mais la C.G.T. était plus agissante, la question alors ne se serait pas posée. Elle aurait été appliquée sans discussion.

Nous nous refusons à penser, pour l'honneur des instituteurs, que la majorité d'entre eux soient d'accord avec une telle conception. Et que penser de ces prétendus militants ouvriers qui préfèrent à une victoire un échec qui va priver des milliers de prolétaires de moyens d'existence pour le crime, impardonnable à leurs yeux, d'avoir voulu lutter par l'action directe contre les décrets-lois ? Et au nom de quel pacifisme de contrebande peut-on justifier une telle attitude ? Parce que cela aurait amené une rupture avec l'Angleterre et l'Allemagne ?

Qu'est-ce que cela peut bien nous faire, à nous, militants révolutionnaires ? Nous considérons que le prolétariat n'a pas à s'asseoir autour des tapis verts diplomatiques. Partisans d'une politique autonome de classe, nous nous refusons à prendre parti pour l'une ou l'autre tendance de la bourgeoisie.

Pendant la période de tension internationale, nous les avons vus ces pacifistes qui devenaient pro-fascistes par haine antistalinienne. A les entendre, Hitler était un petit saint ardemment pacifiste. A la façon de Napoléon, sans doute. Ils venaient, avec des petits airs entendus, vous faire connaître le dernier tuyau qu'ils avaient recueilli auprès du balayeur du Quai d'Orsay. Ces messieurs font de la haute politique. Ils ont des relations. Mais leurs tuyaux valent ce que valent ceux de Vincennes ou de Longchamp. En techniciens consommés, ils vous découpaient et reconstituaient la carte de l'Europe comme s'il se fût agi d'un vulgaire camembert. Ce sont de doctes savants. Telle la mouche du coche, ils font les importants. Ils vont jusqu'à s'imaginer que leur activité fait marcher le char social. Ils veulent instruire le prolétariat, ne se rendant pas compte que c'est à eux de s'instruire auprès de lui. Ce c'est à son contact qu'ils apprendront la signification des termes : lutte de classe et dignité ouvrière.

Nous nous refusons à accepter qu'une comparaison s'établisse entre le déserteur de guerre et le jaune. Dans le premier cas, il faut être courageux ; dans le second, il faut manquer de dignité. Et nous sommes profondément convaincus que les jaunes par pacifisme ne seront pas parmi les déserteurs de guerre. Nous ne nous faisons pas trop d'illusions sur leur volonté d'opposition à la guerre. Comme ils sont entrés au travail entre les gardes mobiles, ils entrèrent à la caserne entre les gardes mobiles. Et il n'y aura nullement besoin d'aller les chercher.

Notre pacifisme est basé sur une conception révolutionnaire de lutte de classes, et si nous disons que la guerre impérialiste n'est pas notre guerre, la guerre sociale est notre guerre. Et la lutte contre les décrets-lois fait partie de cette guerre. C'est pourquoi il est du devoir de tous les ouvriers d'y participer.

L'internationalisme prolétarien n'a rien à voir avec l'action menée par les soi-disant Internationales. Les prolétaires de tous les pays n'ont pas à aider leurs maîtres à déplacer leurs bornes-frontières pour leur fournir les débouchés ou les matières premières qui leur manquent. Ils n'ont qu'à se préoccuper de leur intérêt général

de classe, en solidarisant leurs actions, au-dessus des frontières. L'internationalisme prolétarien, beaucoup plus qu'une formule doctrinale, doit devenir une réalité active. C'est ainsi seulement qu'il se développera dans le cœur des travailleurs.

Ainsi, nous voudrions voir les marins anglais refuser d'embarquer les passagers que la grève des inscrits du Havre laissent sur les quais, les ouvriers de tous les pays ne pas se contenter d'ordres du jour de sympathie vis-à-vis du prolétariat espagnol, mais, par leur action, obliger leurs gouvernements à livrer des armes.

Nénert nous apprend qu'il se désabonne du Libertaire ; nous le remercions. Nous n'avons nullement besoin parmi nous de ceux qui ont une telle conception de la lutte ouvrière et nous pensons que tous ceux, instituteurs ou autres, qui sont victimes de la grève nous approuveront. Et nous préférons leur sympathie à celle des Eméry et des Nénert.

Sympathies qui ne nous ont pas manqué, surtout depuis les événements de septembre. Notre important courrier en fait foi.

Notre dernier numéro nous a valu de militants ouvriers, et en particulier d'un vieux militant syndicaliste des félicitations pour avoir dit ce qu'il fallait dire : pour employer l'expression de ce militant. Et ceci est un réconfort moral beaucoup plus appréciable que l'avis de similitudes intellectuelles qui ont tout à apprendre de la lutte ouvrière.

Après le Comité Confédéral

Encore un nouveau C.C.N. de passé. Quel résultat le mouvement syndical en tirera-t-il ? nous nous permettons de répondre : rien.

Voici huit jours, la classe ouvrière subissait la répression policière de notre Etat capitaliste. La « grève générale » qui devait être le commencement d'une lutte acharnée contre les décrets-lois de Daladier-Reynaud risque de devenir une fin.

Pour nous, techniciens et employés de la Métallurgie il ne s'agit plus de revenir sur les erreurs commises de part et d'autre dans cette riposte décidée au Congrès de Nantes.

Nous avions une position claire à ce sujet, nos syndicats et notre fédération ont su se montrer assez clairs voyants de la situation pour nous dénoncer avant l'heure, les dangers qu'encourait l'organisation syndicale.

Ce qu'il faut maintenant partout, et c'est ce à quoi s'engage la Fédération des techniciens et ses organisations syndicales c'est l'esprit syndicaliste. Il nous appartient de nous resserrer autour de nos syndicats et de maintenir les cadres de nos sections.

Il faut à tout prix dégager le syndicalisme de l'esprit de « conformisme politique » dans lequel il est plongé depuis juin 38.

Au C.C.N. du 5 décembre nous avons pu constater que la C.G.T. vivait des heures graves. Le communiqué du C.C.N. laisse penser que l'on va abandonner la lutte et c'est avec assez de scepticisme que nous acceptons :

« Devant la situation générale, nationale et internationale, le Comité Confédéral National considère que les troubles sociaux engendrés par la répression gouvernementale et patronale doivent prendre fin au plus tôt afin de redonner au pays le calme dans la production dont il a un besoin urgent. A cet effet, la C.G.T. fait connaître qu'elle est prête à engager toute discussion utile pour mettre un terme au conflit actuel. » (Le Peuple du 6-12-38).

Nous ne voulons pas croire que l'idée de nos représentants syndicaux soit de subordonner le syndicalisme à l'action parlementaire gouvernementale et étatiste de ceux qui en quête de bulletins de vote, de portefeuilles ou de majorités cherchent à étouffer l'action autonome du prolétariat organisé dans ses syndicats. Quant à nous, techniciens de la Métallurgie, nous ne pouvons accepter de signer un pacte de « paix sociale » avec ceux-là mêmes qui depuis toujours ont été dénoncés par le syndicalisme comme les ennemis directs de la classe ouvrière.

Nous restons attachés à cet esprit internationaliste qui oppose partout les exploités à leurs exploiters. Nous restons opposés à toutes collaborations avec les organismes d'Etat, les gouvernements.

Ce que le C.C.N. n'a peut-être pas ressenti, c'est l'opposition indiscutable de la base à tout compromis avec les pouvoirs publics.

Ce que le bureau confédéral devrait savoir, c'est que de tous côtés les protestations contre l'action déclanchée le 30 novembre comportent de graves dangers pour le syndicalisme. Notre Fédération en particulier, notre Syndicat des techniciens et employés de la Métallurgie parisienne feront l'impossible pour sauver le syndicalisme en danger.

Nous disons à nos camarades qui, découragés sont prêts à abandonner la lutte : Etes-vous syndicalistes, êtes-vous partisans de l'action de notre mouvement des techniciens, alors prenez garde de tomber dans le jeu des capitalistes et des politiciens qui ne souhaitent qu'une seule chose, la disparition de l'esprit syndicaliste lutte de classe.

Camarades, resserez-vous autour de ceux qui pensent que l'on peut encore espérer des jours meilleurs, soutenez notre propagande, car notre Fédération se trouve être attaquée de partout, reprenez courage, vous n'êtes pas seuls.

Tous unis, nous abattons notre ennemi commun, le capitalisme et son armée de « guerre sociale ».

G. GOURDIN.

Les marins du Havre montrent l'exemple et résistent aux sanctions

Avant d'établir les responsabilités de l'échec de la grève générale — que les responsables soient tranquilles : ils ne perdront rien pour avoir attendu — il faut à tout prix enlever la débandade qui menace l'organisation syndicale. Des centaines de milliers d'ouvriers ont été durement frappés, tandis que certains de ceux qui lancèrent l'ordre de grève — tels le grotesque fantoche Sémard — se sont rendus ce jour-là à leur « travail », lâchement, craignant pour leur place. Ce n'est pas le moment de s'entre-déchirer, de se jeter les pires accusations à la tête ou d'adopter l'attitude trop facile qui consiste à dire : « Nous vous l'avions bien dit », de même qu'il ne pourrait être question pour nous de renoncer à nos griefs, à la lutte que nous menons depuis des années pour sortir le syndicalisme de l'ornière bureaucratique et politicienne. Les gens qui sabotent par avance une grève générale en prévenant le gouvernement plusieurs jours à l'avance pour lui permettre de prendre contre elle des mesures propres à l'étouffer, les gens qui déclenchent quelques jours avant des grèves partielles pour obéir à des considérations de politique extérieure et permettent au gouvernement de réunir toutes ses forces contre elles pour, en les brisant, démoraliser la classe ouvrière et semer le trouble et l'indécision dans les rangs — ces gens-là ne peuvent espérer de notre part aucune indulgence.

Pourtant, l'échec du 30 novembre risque d'avoir des répercussions désastreuses. Il faut lutter pour limiter la vague de découragement et de passivité qui s'empare de la classe ouvrière. Nous pensons qu'il y a mieux à faire que d'aller pleurer dans les ministères ou de s'adresser aux innombrables mandats extra-syndicaux, comme le fait le « général », mandats que le dictateur en peau de lapin Daladier veut révoquer. Ce n'est pas de places qu'il s'agit aujourd'hui. Jouhaux, c'est de l'existence même du syndicalisme. Et si le syndicalisme, par la faute de ses chefs sans courage et sans principes, est menacé, il faut envisager tout de suite les mesures de redressement qui s'imposent. Ce redressement ne se fera pas dans l'abdication, il ne sera possible que dans la lutte. C'est ce que les marins du Havre nous prouvent.

Les équipages de la Transatlantique, en effet, avaient été eux aussi réquisitionnés. Comme tant d'autres, ils auraient pu se retrancher derrière le coup de force du Président du Conseil et s'écrouler. C'est été mal connaître les matelots. Loin de les abattre, cette mesure a exaspéré leur volonté de lutte : ils ont immédiatement répondu de la manière qui convenait, en mettant aux prises les deux camps, par la faute de Sarraut, leurs délégués ne se sont pas laissés intimider ni appréhender. Le moral des grévistes est excellent et la lutte continue.

Il est certain que M. Daladier va mettre tout en œuvre pour briser ce mouvement ; d'abord parce qu'il constitue un très mauvais exemple pour la classe ouvrière qu'il entend mater, et aussi parce qu'une question de prestige international se pose pour l'homme qui prétend que la grève du 30 novembre n'a pas eu lieu.

S'il y a quelque chose de pourri à la tête du syndicalisme, nous voyons dans la grève du Havre la preuve que dans la base ouvrière résident les éléments du salut syndical.

Les marins de la Transatlantique ont relevé le défi du gouvernement. Serrons-nous autour d'eux.

MARCEL GUENNEC.

TRACÉS SYNDICALISTES

VIII. Syndiqué, accepte quelques vérités

Avec ce dernier article, s'adressant au syndiqué, se termine la série d-s « Traces syndicalistes » consacrées à l'examen du mouvement syndical. On se souvient qu'il s'agissait surtout d'attirer l'attention des syndicalistes sur des points essentiels pour le fonctionnement meilleur de l'organisation syndicale.

Suivant la méthode déductive, après avoir examiné le problème général, nous aboutissons au particulier, c'est-à-dire au syndiqué. Car, s'il est exact que l'individu soit le produit du milieu, il est non moins exact que le milieu se modifie grâce aux efforts des individus.

Nous ne commettons donc pas l'erreur de conclure que le bon syndiqué est victime du mauvais syndicat et que le premier a bien raison de se plaindre du second. Nous ajouterons également qu'il ne suffit pas de lancer des traits. Railler, gouailler, jouer du calembour, avait peut-être une valeur au siècle dernier alors que les moyens d'information étaient rares. Aujourd'hui, la fréquentation hebdomadaire du cinéma, du music-hall, les émissions quotidiennes de la radio, les magazines illustrés, etc., ne permettent plus au militant de s'enorgueillir du simple jeu de l'esprit. Il y a mieux à faire. Il y a une construction quotidienne à accomplir.

La renaissance du syndicalisme ne repose donc pas sur l'esprit critique, si étincelant soit-il, mais sur la volonté de chaque syndiqué — du cotisant au militant — de vouloir construire quelque chose.

Le syndiqué attend tout d'autrui et rien de lui-même. Il attend tout d'en haut et rien d'en bas. Il est impitoyable pour le sommet et d'une indulgence sans limite pour la base, c'est-à-dire pour lui-même. Il fabrique des « traîtres » en série. Car il ne

Après la grève du 30 novembre

Les décisions du C. C. N. doivent être
autre chose qu'une protestation de pure forme

La grève générale du mercredi 30 novembre, mal réussie pour les motifs que nous avons examinés la semaine dernière, a donné à tout le monde l'occasion d'être mécontent.

Malgré leurs rodomontades, le gouvernement et le patronat ne sont pas tellement fiers, et leur attitude « énergique », leur soif de répression sauvage sont uniquement déterminées par la peur de voir se ressaisir la classe ouvrière et son mouvement syndical.

Les communistes ragent de n'avoir pas dégoûté Daladier — ancien espoir du Front populaire — qu'ils ont fait acclamer en 1935 par leurs fidèles. Quant aux sphères confédérales non stalinienne, elles ne déçoient pas contre la Fédération des Cheminots, qu'elles accusent d'avoir fait échouer la grève.

C'est en effet sur la demande expresse de Sémard, secrétaire de la Fédération des Travailleurs des chemins de fer, que le Bureau confédéral a reculé l'ordre de grève.

Il fallait, paraît-il, à Sémard et à son bureau fédéral plusieurs jours pour préparer une grève effective dans sa corporation et pour décider à marcher dans le mouvement le fameux syndicat des cadres des chemins de fer rallié depuis quelques mois à la Fédération Nationale.

On a pu voir les résultats de cette préparation. Une fois de plus, la fièvre jaune a envahi les travailleurs du rail comme, à Paris, ceux des transports.

Jouhaux n'avait pas digéré la pilule non plus que les menaces du gouvernement à son égard.

Daladier ayant posé la question de sa collaboration aux organismes d'Etat, le secrétaire de la C.G.T. a répondu par une lettre

Vial-Collet n'est plus

Nous venons de perdre un vieux pionnier des luttes syndicales d'avant et d'après-guerre Vial-Collet, ancien secrétaire du Syndicat des stéréotypistes-galvanoplastes et premier secrétaire fédéral de la Fédération Unitaire du Livre qu'il créa et anima de toute sa puissance.

Lors d'un voyage en U.R.S.S. il avait eu le courage de dire ce qu'il avait vu et beaucoup lui en tenaient rancune car il ne fut jamais conquis aux idéologies politiciennes.

Syndicaliste, libertaire il était, il est disparu comme tel.

Ses obsèques eurent lieu le vendredi 2 courant à Vitry-sur-Seine où assistaient à peine une dizaine de camarades (politique que fais-tu faire), mais qui eux se rappelaient ce qu'avait été Vial et pensaient. — Louis Charbonnier (Section clichés).

RINGEAS.

très digne qu'il a eu le tort de faire suivre de commentaires qui en gâchaient tout l'effet.

Au C.C.N., qui s'est réuni le 5 décembre, 2, rue de la Douane, le « général » a, dans une proposition, repris les termes de sa lettre à Daladier, puis, après avoir déclaré que la C.G.T. était solidaire des grévistes du 30, frappés par la répression gouvernementale, Jouhaux a insisté sur la nécessité de régler rapidement les conflits en cours. Sans cela, a-t-il dit, le mouvement syndical entrerait dans une phase d'impuissance.

Les auteurs de la déchéance du syndicalisme n'ont pas le silence de la classe ouvrière pour remédier à une situation qu'ils ont créée.

Jouhaux et ses amis ne sont pas sans inquiétude au sujet des mouvements politiques inconsidérés et dangereux que peuvent encore faire surgir leurs alliés stalinien en se servant des syndicats ouvriers.

Ils sont aujourd'hui prisonniers de ceux qu'ils ont tolérés et maintenant en place.

Et le C.C.N. s'est terminé sans que soit donnée à la presse une protestation contre l'emploi que fait Daladier des marins pour assurer le service naval et pour tuer la grève des inscrits maritimes du Havre.

Il est vrai que ce procédé fut inauguré, pour la grève des transports, par un gouvernement de Front populaire se procurant facilement des « jaunes » parmi la troupe et que la C.G.T. — ainsi en a décidé Nantes — reste partie intégrante de ce rassemblement. La résolution adoptée par le C.C.N. dit que : « Devant la situation générale nationale et internationale, le Comité considère que les troubles sociaux engendrés par la répression gouvernementale et patronale doivent prendre fin au plus tôt afin de redonner au pays le calme dans la production dont il a un besoin urgent. »

La répression qui s'intensifie de jour en jour n'a pas décidé le C.C.N. à s'élever des formules « nationales » pour revenir à une conception révolutionnaire. D'autre part, cette résolution indique que « les militants suspendent leur participation aux organismes de collaboration, mais demeureront à leur poste là où ils assurent directement la défense des intérêts ouvriers ».

Pas très clair ! Il s'agit de savoir comment cela sera interprété.

Mais pour les militants syndicalistes, il ne peut y avoir qu'une seule interprétation de cette décision qu'ils doivent faire respecter :

Rupture définitive avec le syndicalisme de gouvernement ; retour au syndicalisme révolutionnaire et indépendant des gouvernements comme des partis politiques.

RINGEAS.

L'exercice de ce droit est subordonné à la seule bonne volonté et au courage du syndiqué.

Rien ne l'empêche d'assister aux réunions de son syndicat.

Rien ne l'empêche de converser avec ses camarades pour connaître leur pensée sur les problèmes syndicaux.

Rien ne l'empêche d'utiliser de la tribune pour informer l'assemblée de ses propositions.

Rien ne l'empêche d'encourager et de soutenir le camarade plus doué qui le fera pour lui.

Rien ne l'empêche d'adresser quelques lignes à son organe corporatif ou d'écrire une lettre aux dirigeants de son syndicat.

Rien n'empêche des militants d'éditer un tract et de le distribuer.

Rien n'empêche une section syndicale, un syndicat, une fédération, d'entreprendre une action de propagande, d'éducation, de réalisation.

Rien n'empêche un groupe de syndiqués chômeurs de prendre possession d'un terrain municipal et d'y planter des choux, des patates. Ce qui serait plus syndicaliste que les lamentations sur l'égoïsme des classes possédantes ou le chahut du compte rendu de mandat du conseil municipal.

Rien n'empêche le syndiqué d'être un homme courageux et conscient.

Toutes ces choses simples que l'on ne devrait pas avoir à écrire, sont cependant à la base de la crise syndicale.

Que le syndiqué se comporte dans son syndicat comme un être digne et le syndicalisme connaîtra enfin une existence indépendante et florissante.

Mais qu'il se dépêche, car les jours de la liberté démocratique sont comptés !

ANDRÉ JUIN